



**Comité pour l'annulation de la Dette
du Tiers Monde asbl**

**Comitee voor de Opheffing
van de Derde Wereld schuld vzw**

**RAPPORT NARRATIF DU PROGRAMME
2011 – 2013**

**Maintenir, dans un contexte de crise mondiale, la question de
la dette du tiers-monde dans l'agenda politique belge et dans
les revendications prioritaires du mouvement
altermondialiste.**

SOMMAIRE

PARTIE GÉNÉRALE

Résumé du programme 2011 – 2013

- I. Les principaux résultats du programme 2011-2013 en Belgique
 - A) De plus en plus d'acteurs de différentes natures en Belgique se mobilisent pour la mise en place d'audits de la dette
 - B) Le lien entre la dette et le genre est intégré de plus en plus dans les travaux des collaborateurs du CADTM Belgique
- II. Les principales difficultés rencontrées en 2011-2013
- III. Les principales conclusions et leçons des évaluations portant sur la Belgique
- IV. Évolutions et réorientations significatives liées à la mise en œuvre de l'ensemble du programme ou de certaines de ses parties essentielles
 - A) Évolution de la structure globale du programme, des résultats et des thématiques prévus dans le programme du CADTM Belgique en 2012
 - B) Réactions du CADTM Belgique face à l'évolution de la conjoncture internationale sur la période 2011-2013
 1. Au Nord : l'aggravation de la crise financière et l'instauration des programmes d'austérité
 2. Au Sud : le printemps arabe, menacé par la répression et par les créanciers internationaux
 3. Le renforcement des mobilisations de la société civile contre la dette illégitime
 - C) Évolution au niveau des publics-cibles prioritaires du CADTM Belgique
- V. Leçons tirées de la période 2011-2013 et des évaluations externes
 - A) Leçon tirées des évaluations externes
 - B) Suivi des observations et des recommandations formulées lors de l'appréciation et du dialogue politique
 - C) Autres leçons apprises

Objectif spécifique 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde

- I. Fiche descriptive de l'OS 1
- II. État d'avancement de l'OS 1 : « Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde ».
- III. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies
 - A. Faits marquants sur l'évolution du contexte entre 2011 et 2013 auxquels le CADTM Belgique s'est adapté
 1. La crise de la dette en Europe, une opportunité pour sensibiliser les citoyens résidant en Belgique sur le lien entre la dette du Sud et la dette

- en Europe grâce à l'expertise de notre réseau
- 2. Diffusion de nos analyses au plus grand nombre de citoyens francophones
- 3. La campagne sur l'audit citoyen de la dette belge : une opportunité saisie par le CADTM Belgique pour sensibiliser et mobiliser les citoyens sur la dette du Sud
- 4. Amélioration de nos supports de communication (avec intégration des réseaux sociaux)
- 5. Augmentation du nombre de formations sur la dette organisées par nos collaborateurs combinée à une amélioration de la qualité et du suivi de nos interventions publiques en Belgique en tant qu'expert sur la dette
- B. Évolution des groupes locaux du CADTM Belgique
- C. Évolution de nos stages de formation : université d'été du CADTM Europe et rencontre d'été du CADTM Belgique
- D. Renforcement des synergies avec les autres organisations de la société civile belge
- IV. Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats
 - A. Concernant le RÉSULTAT 1 : «Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde», nos indicateurs sont les suivants
 - B. Concernant le RÉSULTAT 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur la dette du tiers-monde, les indicateurs sont les suivants
 - C. Concernant le RESULTAT 3 : « Les deux grands quotidiens (*Le Soir* et *La Libre Belgique*) ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM »
- V. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)
- VI. Tableau

Objectif spécifique 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires

- I. Fiche descriptive de l'OS 2
- II. État d'avancement de l'OS 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires
- III. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies
 - 1. L'apport des partenaires du réseau Sud dans l'éducation au développement que mène le CADTM en Belgique
 - 2. Le renforcement de la coordination du réseau CADTM et les relations entre le CADTM Belgique et ses partenaires du réseau
 - 3. Processus FSM et mouvements sociaux
- IV. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

1. Concernant le résultat 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées
 2. Concernant le résultat 2 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde
 3. Concernant le résultat 3 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde
- V. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)
1. Sur la faisabilité du transfert du secrétariat international au Maroc
 2. L'impact du réseau CADTM dans la presse alternative sur la période 2010 – 2011 – 1er semestre 2012
 3. Évaluation de la revue Les Autres Voix de la Planète
 4. Sur la méthodologie du CADTM Belgique
 5. Évaluation à venir en 2014
- VI. Tableau

Objectif spécifique 3 : Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord

- I. Fiche descriptive de l'OS 3
- II. État d'avancement de l'OS 3
- III. Évolutions et adaptations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies
 1. Évolution de la campagne sur la dette tunisienne menée par le CADTM Belgique et son partenaire tunisien depuis 2011
 2. L'élargissement de nos relais parlementaires aux députés européens
 3. Interpellations directes du gouvernement belge
 4. La reconnaissance de l'audit de la dette par les institutions belges, européennes et internationales
- IV. Durabilité et mesures destinées à la favoriser
- V. Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats
- VI. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)
 1. Sur le fait que nous n'ayons atteint que partiellement notre OS 3 en 2013
 2. Les leçons tirées de l'évaluation de l'impact politique du CADTM Belgique sur la période 2009-2010-2011 et 2012
- VII. Tableau

PARTIE GENERALE

	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint	Explication : voir page correspondante dans le rapport narratif
OS1 Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde	X les indicateurs globaux de l'OS1 ont été atteints en 2013 et les 3 résultats sont atteints, voire dépassés.			p. 20
OS2 Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires	X les indicateurs globaux de l'OS 2 ont été atteints en 2013 et les 3 résultats sont atteints, voire dépassés			p. 41
OS3 Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.		X car un indicateur global de l'OS 3 n'a pas été atteint en 2013. En revanche, les 3 résultats ont été atteints.		p. 64

RÉSUMÉ DU PROGRAMME

Le programme du CADTM Belgique (2011-2013) ne comporte qu'un volet Nord. Nos 3 OS sont interdépendants et visent tous à renforcer notre action d'ED en Belgique, en synergie avec nos partenaires et nos collaborateurs au Sud et en Europe.

I. Les principaux résultats du programme 2011-2013 en Belgique :

A. De plus en plus d'acteurs de différentes natures en Belgique se mobilisent pour la mise en place d'audits de la dette

L'audit de la dette est l'outil principal du CADTM Belgique et de son réseau (il est inscrit comme tel dans sa Charte politique¹) pour à la fois sensibiliser des citoyens sur les mécanismes de la dette au Sud et au Nord et pour fonder l'annulation de la part odieuse et illégitime de la dette aussi bien au Sud qu'au Nord. **La revendication de mettre en place des audits de la dette gagne du terrain aussi bien au niveau des citoyens en Belgique, du mouvement altermondialiste européen et international qu'au niveau des institutions belges, européennes et internationales.**

AU NIVEAU DES CITOYENS ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BELGE : il existe depuis le 19 février 2013 un **Comité d'audit citoyen de la dette en Belgique (la plate-forme « ACIDE »)**. Ce Comité dont fait partie le CADTM Belgique rassemble une trentaine d'organisations, syndicats, associations et citoyens. Un axe entier de son travail est dédié à l'audit des créances de la Belgique sur les PED. L'objectif tel qu'annoncé par ce Comité d'audit est de créer une solidarité entre les citoyens résidant en Belgique et les autres peuples victimes du système dette et ainsi contribuer à la constitution d'un front uni des peuples contre les dettes illégitimes ; de faire le lien avec les campagnes d'audit citoyen de la dette menées dans les autres pays en permettant notamment un échange d'informations. Cette plateforme d'audit citoyen de la dette travaille donc en synergie avec le réseau international Nord/Sud « ICAN » (International Citizen debt Audit Network) consacré aux audits citoyens de la dette, que le CADTM Belgique a impulsé avec ses collaborateurs en 2012. **Le CADTM Belgique a également inscrit dans le plaidoyer de l' « Alter summit » (une coalition créée en 2012 et regroupant 189 organisations de la société civile dont des ONG et des syndicats) la revendication d'audit de la dette.**

AU NIVEAU DES INSTITUTIONS BELGE : l'audit connaît également un écho grandissant depuis 2011. En effet, **plusieurs résolutions prises par le Sénat belge (mais aussi le Parlement européen) demandent la mise en place d'audits pour déterminer la part illégitime ou odieuse de la dette de plusieurs pays dont la Tunisie (grâce à la campagne pour l'annulation de la dette tunisienne lancée par le partenaire tunisien du CADTM Belgique et que nous avons relayé tout au long du programme 2011-2013). Le gouvernement belge s'est également engagé en 2011 à mettre en place un audit des créances de la Belgique. A noter également que l'actuel Expert de l'ONU préconise également dans ses rapports la conduite d'audits de la dette.** Ces résultats sont la conséquence principalement des mobilisations de la société civile (à l'échelle belge, européenne et internationale) pour la mise en place d'audit de la dette et de l'annulation de la dette illégitime. Le CADTM Belgique a joué un rôle essentiel en participant en 2011-2013 aux grandes rencontres altermondialistes liées au processus FSM.

B. Le lien entre la dette et le genre est intégré de plus en plus dans les travaux de

¹ <http://cadtm.org/Charte-de-fonctionnement>
CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011 - 2013

ses collaborateurs du CADTM Belgique

En Belgique, le CADTM Belgique a considérablement renforcé ses collaborations avec les organisations travaillant spécifiquement sur la thématique du genre. Cette synergie s'est matérialisée principalement par la construction collective d'**un outil pédagogique sur les mesures d'austérité, la dette et la crise en y intégrant la dimension du genre**. En **2013, plusieurs associations féminines en Belgique (Vie Féminine et Monde selon les femmes) ont décidé d'intégrer le Comité d'audit citoyen de la dette en Belgique**. Le CADTM Belgique se nourrit des réalités décrites par son réseau Sud pour augmenter et relayer son expertise sur la dette et le genre dans ses activités en Belgique. A cette fin, le CADTM Belgique a travaillé étroitement avec les réseaux internationaux tels que le Marche Mondiale des Femmes (MMF) et son propre réseau CADTM² en augmentant les capacités d'expertise de ses partenaires Sud. A titre d'exemple **en décembre 2012, le CADTM Belgique a appuyé l'organisation du séminaire sur la dette et le genre au Bénin destiné à renforcer les capacités des femmes africaines sur la dette et son impact spécifique sur les femmes**. Les conclusions ont ensuite été présentées lors de l'Université d'été du CADTM Europe en 2013 dans un atelier s'inscrivant dans le cadre d'un parcours« dette et genre ».

II. Les principales difficultés rencontrées en 2011-2013 :

- la difficulté d'accéder à certaines informations essentielles pour la conduite des audits de la dette.
- Le Ministre belge des finances n'a pas répondu à 2 lettres d'interpellations (co-signées par nos collaborateurs) qui lui étaient adressées. Ce qui explique que notre OS 3 n'est que partiellement atteint. On observe une absence de volonté politique du gouvernement belge d'appliquer les résolutions votées par le pouvoir législatif belge ainsi que l'accord de gouvernement de 2011 (prévoyant la mise en place d'un audit des créances belges sur les PED).
- Avec l'approfondissement de la crise économique et sociale en Europe (dont la Belgique), la thème de l'écologie est relativement délaissée par les décideurs politiques et les grands médias
- L'augmentation de la répression au Maroc par les autorités politiques dont ATTAC-CADTM Maroc est une des victimes (avec une limitation importante à son droit à la liberté d'expression et d'association) affectant ainsi le processus de mise en place du SI partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc.

III. Les principales conclusions et leçons des évaluations portant sur la Belgique

Nous avons commandé et exploité les résultats des 8 évaluations réalisées en 2011-2013. Voir plus bas la liste complète de ces évaluations. Les leçon tirées de ces évaluations sont exposées dans les parties traitant spécifiquement de chacun des 3OS. **De manière globale, il ressortait de ces évaluations que la stratégie consistant à faire des liens entre la dette du Sud et du Nord nous permet d'avoir un écho grandissant auprès des citoyens résidant en Belgique, des organisations de la société civile, des médias et des décideurs politiques belges.**

² Soulignons ici que 2 nouvelles étapes qualitatives dans l'autonomisation du réseau Sud ont été franchies en 2013 lors la dernière Assemblée mondiale du réseau CADTM au Maroc avec la mise en place un secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc et la création d'un Conseil international (CI) du réseau regroupant des représentants des coordinations régionales.

IV. Évolutions et réorientations significatives liées à la mise en œuvre de l'ensemble du programme ou de certaines de ses parties essentielles

A. Évolution de la structure globale du programme, des résultats et des thématiques prévus dans le programme du CADTM Belgique

Le programme du CADTM Belgique (2011-2013) ne comporte qu'un volet Nord. Son objectif global qui est de « Maintenir, dans un contexte de crise mondiale, la question de la dette du tiers-monde dans l'agenda politique belge et dans les revendications prioritaires du mouvement altermondialiste » n'a pas été modifié au cours de la réalisation du programme.

Cet objectif global a reposé sur 3 OS qui sont interdépendants. Dans la partie portant sur ces OS pris individuellement, nous expliquons les liens entre eux et le rôle central des partenaires du réseau CADTM pour les atteindre.

Chacun des 3 OS a lui-même reposé sur 3 résultats. Voir ci-dessous. Cette structure n'a pas été modifiée pendant la durée du programme. En revanche, le libellé du 3ème OS a été modifié en 2012 au moment de l'écriture du rapport 2011 afin d'intégrer la relation entre la dette du Nord et la dette du Sud. Le lien entre la dette du Sud et la dette du Nord est à la fois une thématique prioritaire du programme (voir plus bas) mais aussi un élément central de la stratégie de l'ONG pour son objectif global.

- **Objectif spécifique 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde**
 - RESULTAT 1: Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde
 - RÉSULTAT 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur la dette du tiers-monde
 - RESULTAT 3 : Les deux grands quotidiens (Le Soir et la Libre Belgique), la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le réseau CADTM
- **Objectif spécifique 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires**
 - RESULTAT 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées
 - RÉSULTAT 2 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

- RESULTAT 3 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde
- **Objectif Spécifique 3 : Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.**
 - RESULTAT 1 : Les parlementaires belges au niveau fédéral interpellent le gouvernement belge et les représentants belges au sein des IFI sur la relation entre la dette du tiers-monde et leurs obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.
 - RÉSULTAT 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs belges interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur la relation entre la dette du tiers-monde et ses obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.
 - RESULTAT 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs belges interpellent ensemble directement les IFI sur la relation entre la dette du tiers-monde et leurs obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.

Les 2 premiers OS ont été pleinement atteints en 2013 tandis que l'OS 3 a été partiellement atteint vu qu'un objectif fixé par un indicateur n'a pas été rempli. Nous entrons dans les détails dans la partie traitant de chaque OS pris individuellement.

Nous considérons toutefois que notre objectif global a été atteint. En effet, au niveau des interpellations politiques directes en direction du gouvernement belge et des IFI (cf notre OS3 partiellement atteint si on se limite au calcul des indicateurs), ces derniers ont été effectivement interpellés sur le lien entre la dette du Sud et du Nord ainsi que sur la relation entre la dette et les droits humains. En 2013, nous avons interpellé à deux reprises le Ministre belge des finances et le Premier Ministre sur base de la résolution sur la dette tunisienne adoptée en 2011 et toujours en vigueur en 2013. Bien que ces deux lettres d'interpellations soient restées sans réponse, le gouvernement belge a bien été interpellé via ces lettres mais aussi via les communiqué de presse et les tribunes que nous avons écrits et qui ont été publiés dans les grands médias belges. Nous tirons toutefois les leçons du fait qu'un indicateur global de l'OS 3 n'a pas été rempli. Voir plus bas « Leçons tirées de la période 2011 – 2013 et entre autres d'éventuelles évaluations externes ».

Pour atteindre les différents résultats au sein des 3 OS, nous avons préparé, mis en œuvre et assuré le suivi de plusieurs activités dans lesquelles nous mettons en avant nos thématiques prioritaires et transversales telles qu'elles apparaissent dans le programme 2011-2013. Nous indiquons ci-dessous quelques-uns des travaux majeurs que nous avons réalisés sur la période 2011 - 2013 en lien avec ces thématiques.

Nos thématiques prioritaires sont :

- **les liens entre la dette publique du Sud et la dette publique du Nord** : En 2012,

nous avons notamment impulsé avec nos collaborateurs la création du réseau ICAN (International Citizen debt Audit Network) qui rassemble les initiatives d'audits citoyens de la dette en Europe et en Afrique du Nord. En 2013, ce réseau a mené plusieurs réunions internationales, et s'est doté d'un site internet pour faciliter sa communication interne et externe. Un nouveau manuel sur les audits de la dette a été élaboré en 2012 sous la coordination de Maria-Lucia Fatorelli (représentante de l'Audit citoyen du Brésil – organisation membre du réseau CADTM), et a été publié en 2013 en espagnol pour être diffusé notamment en Europe. Une traduction en français verra le jour fin 2014. En 2013, le CADTM Belgique a également poussé à la création de la plate-forme AciDe en Belgique qui reprend dans ses revendications l'annulation des créances odieuses que détient la Belgique à l'égard des pays du Sud.

- **l'architecture financière internationale avec une priorité sur le FMI et le groupe Banque mondiale** : Pendant les trois années du programme, l'accent a été mis sur le rôle de ces institutions dans le processus de transition démocratique dans les pays d'Afrique du Nord et notamment en Tunisie. Nous avons publié de nombreuses analyses à ce sujet. Une partie importante de nos interpellation politiques portaient sur le rôle des institutions financières internationales (IFI) dans ce processus de transition démocratique. Nous avons également publié un ouvrage en 2013 intitulé « Procès d'un homme exemplaire » qui porte sur un Ex-directeur exécutif du FMI et de la Banque mondiale ayant représentant la Belgique pendant une vingtaine d'années et plus largement sur le fonctionnement d ces deux institutions³.
- **l'évolution de la structure de la dette publique du Sud**. Nous avons publié en 2012 la brochure « Les Chiffres de la dette⁴ », qui donne des chiffres précis de l'évolution de l'endettement au Sud comme au Nord. Cette brochure est actualisée en permanence, et fera l'objet d'une nouvelle parution augmentée en 2014.
- **le droit international** a notamment été au cœur des Séminaires internationaux du CADTM Belgique sur la dette et les droits humains organisés au Sénat belge en 2011 et en 2013 et au Parlement européen en 2012.

Nos thématiques transversales sont:

- les OMD
- le genre
- l'audit de la dette
- l'environnement
- les alternatives

Ces 5 thématiques transversales sont présentes dans les analyses du CADTM Belgique mais aussi dans les formations et les conférences que nous organisons ou dans lesquelles nous intervenons, lorsqu'il s'agit d'activités organisées par nos collaborateurs et partenaires. Ces thématiques ont également été au cœur de plusieurs ateliers organisés dans le cadre des Rencontre d'été de 2012 et des Université d'été de 2012 et 2014.

NB :

³ <http://cadtm.org/Proces-d-un-homme-exemplaire>

⁴ <http://cadtm.org/Les-Chiffres-de-la-dette-2012>

- La problématique du genre associée notamment au respect de la parité homme/femme figure dans la Charte de fonctionnement du réseau CADTM⁵ tandis que la mise en place d'alternatives respectueuses de l'environnement est inscrite comme objectifs dans notre Charte politique⁶.
- L'audit de la dette constitue quant à lui un élément central de notre stratégie en vue de l'annulation de la dette illégitime des pays, il est présent dans la plupart de nos revendications, il est au cœur du réseau ICAN comme dans la plateforme pour un audit citoyen de la dette belge, et nous organisons et co-organisons de plus en plus d'ateliers sur ce sujet.
- La référence aux OMD est systématiquement utilisée dans le cadre de nos activités de sensibilisation, de formation et d'interpellation politique (notamment lors des réunions avec les élus politiques). En 2013, une analyse du CADTM Belgique intitulée « Banque mondiale/FMI : la faillite du système dette⁷ » a été publiée par le PNUD dans le cadre d'une étude du PNUD sur les OMD.

Soulignons enfin que la plupart de ces thématiques prioritaires et transversales sont reprises dans le programme 2014-2016. En effet, il existe une continuité entre les 2 programmes. La principale évolution est que dans le programme 2014-2016, nous structurons nos 3 OS autour de l'audit de la dette et le concept de « dette illégitime » pour favoriser l'annulation de la dette des PED. L'objectif global est « Faire de l'audit de la dette et de l'annulation des dettes illégitimes une question transversale du débat de sortie de crise au Sud comme au Nord ». Ce choix résulte des leçons apprises (voir plus bas) et des principales réalisations (voir plus haut) obtenues par le CADTM Belgique au cours du programme 2011-2013.

B. Réactions du CADTM Belgique face à l'évolution de la conjoncture internationale sur la période 2011 - 2013

Trois événements majeurs ont eu un impact sur le programme du CADTM Belgique sur la période 2011 – 2013 :

- Au Nord : l'aggravation de la crise financière et l'instauration des programmes d'austérité
- Au Sud : le printemps arabe, menacé par la répression et par les créanciers internationaux
- Le renforcement des mobilisations civiles contre la dette illégitime en Europe et en Méditerranée

Ces 3 événements ont ainsi été au cœur des grandes activités organisées par le CADTM Belgique, notamment en 2013 lors de l'Université d'été du CADTM Europe (voir l'OS1), où ces 3 points ont été largement abordés, et lors du séminaire international sur le droit et la dette qui portait sur la dette de l'Égypte et de la Tunisie en novembre 2013 (voir l'OS 2 et

⁵ <http://cadtm.org/Charte-de-fonctionnement>

⁶ <http://cadtm.org/Charte-de-fonctionnement>

⁷ <http://cadtm.org/Banque-mondiale-FMI-la-faillite-du>

OS 3).

1. Au Nord : l'aggravation de la crise financière et l'instauration des programmes d'austérité

La crise financière qui a débuté en 2007-2008 a durement frappé l'Europe, provoquant une aggravation de l'endettement de la plupart des États européens. Les pouvoirs publics se sont retrouvés sous la pression des marchés financiers et des autorités européennes (et pour certains pays du FMI dans le cadre de le Troika) pour imposer des plans d'austérité consistant en des économies drastiques opérées à différents niveaux dans les dépenses publiques, afin de dégager les ressources financières nécessaires au remboursement de la dette publique. Certains pays ont été frappés durement, comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et Chypre. Mais la Belgique est également dans le collimateur des institutions européennes et cette conjoncture a logiquement des incidences sur nos 3 OS.

Cette conjoncture a eu pour conséquence d'amener la thématique de la dette dans le débat public. Notre expertise en la matière a bien été reconnue, puisque ces 3 dernières années, nous avons été de plus en plus sollicités pour intervenir sur la question de l'endettement en Belgique et en Europe, dans le cadre de nos activités d'éducation au développement en Belgique (OS1). Le CADTM Belgique a également été régulièrement sollicité pour donner des conférences sur la dette en Europe, notamment par nos partenaires et collaborateurs, mais aussi au sein du mouvement altermondialiste et des grands réseaux qui se sont constitués en réaction face à cette situation, tel que l'AlterSummit (OS2).

Afin d'éviter que le débat porte uniquement sur la situation d'endettement des pays du Nord, nous avons considérablement développé, sur la période 2011 – 2013, notre analyse concernant le lien entre dette au Sud et dette au Nord. Dans les différents collectifs d'audit citoyen de la dette, qui ont été créés sous l'impulsion des partenaires du réseau CADTM ou de ses collaborateurs, comme en Espagne, au Portugal, en France, en Irlande, en Grèce ou maintenant en Belgique, le lien entre l'endettement de ces pays et la dette du tiers monde est établi. Les cas de l'Argentine et de l'Équateur sont, à cet égard, des exemples souvent repris et analysés par ces collectifs d'audit.

Nos revendications sur l'audit de la dette gagnent ainsi du terrain au sein de la société civile, mais également auprès de nos dirigeants politiques. A titre d'exemple, l'audit des créances belges sur les PED est explicitement repris dans l'accord de gouvernement de 2011 et dans la note gouvernementale fédérale sur la coopération belge en 2012. Le Sénat belge a adopté en 2011 une résolution sur la dette tunisienne tandis que 150 parlementaires en Europe demandent également l'audit des créances européennes sur la Tunisie.

2. Au Sud : le « printemps arabe » menacé par la répression et par les créanciers internationaux

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et particulièrement en Tunisie et en Égypte, l'aggravation des conditions de vie et l'oppression politique ont mené à des protestations sociales, réprimées très durement. Cela a provoqué une réaction massive qui a rapidement pris une dimension politique. Le peuple réuni dans la rue et sur les places

publiques affronte la répression et exige le départ des dictateurs. Ben Ali doit abandonner le pouvoir le 14 janvier 2011, et moins d'un mois plus tard, le 11 février, Moubarak lui emboîte le pas.

Le réseau CADTM International, présent en Tunisie, a rapidement soutenu la campagne lancée par son membre tunisien (RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) pour un audit de la dette tunisienne. L'objectif est d'annuler les dettes odieuses et illégitimes issues de l'ère Ben Ali, et de permettre au pays de lancer un nouveau processus démocratique libéré de la pression exercée par les créanciers internationaux. De nombreux articles ont été produits par le réseau CADTM, et de nombreuses activités ont été organisées pour expliquer l'origine des créances sur la Tunisie, les biens mal acquis du clan Ben Ali et la réaction des IFI face au soulèvement populaire en Tunisie. Le CADTM Belgique a également lancé un appel à destination des parlementaires en Europe reprenant les revendications de la campagne tunisienne de son partenaire RAID-ATTAC-CADTM, et signé par 150 parlementaires, dont 17 belges.

L'action du CADTM Belgique a abouti notamment à une résolution du Parlement Européen le 10 mai 2012, qui « *juge odieuse la dette publique extérieure des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient sachant qu'elle a été accumulée par les régimes dictatoriaux, par le biais principalement de l'enrichissement personnel des élites politiques et économiques et de l'achat d'armes, utilisées souvent contre leurs propres populations* ». Voir l'OS 3.

Cela n'a pas empêché la situation politique, économique et sociale de s'aggraver en Afrique du Nord, notamment à cause de la répression des mouvements sociaux par les autorités, que ce soit en Tunisie, en Égypte ou au Maroc, et du poids de la dette largement héritée des dictatures. A titre d'exemple, la Tunisie dépense 6 fois plus au remboursement de ses dettes que pour l'emploi, et 3 fois plus que pour la santé. Face à cette situation, le CADTM Belgique a poursuivi, tout au long des années 2012 et 2013, son soutien actif à la campagne pour le moratoire et l'audit de la dette tunisienne initiée en 2011 par RAID-ATTAC-CADTM, en :

- poursuivant son travail de rédaction et de diffusion d'analyses et de communiqués de presse,
- en intervenant sur ce sujet dans le cadre de conférences organisées par ses collaborateurs,
- en s'impliquant fortement dans le processus FSM et dans l'organisation du FSM à Tunis du 26 au 30 mai 2013
- en organisant des activités en Belgique pour sensibiliser la population belge à ce sujet et au rôle que la Belgique peut y jouer, comme lors de notre séminaire sur la dette et les droits humains organisé à la Maison des parlementaires en Novembre 2013. Ont notamment participé à ce séminaire la députée tunisienne à l'origine de la proposition de loi tunisienne sur l'audit de la dette et une chercheuse égyptienne, une sénatrice belge et une euro-députée
- En co-écrivant des questions parlementaires et des lettres ouvertes destinées à interpellier le gouvernement belge sur la dette tunisienne.

3. Le renforcement des mobilisations de la société civile contre la dette illégitime

Les politiques d'austérité ont été mises en place dans de nombreux pays européens et

dans plusieurs pays du Sud. Les résultats ont rapidement apporté la preuve de l'aspect négatif que ces mesures peuvent avoir sur les droits humains, sans compter le fait qu'elles ne réduisent en rien l'endettement public – pire, elles aggravent la situation économique des États. L'expert des Nations Unies sur la dette affirme, dans un rapport publié en 2012, que « *les États créanciers et les institutions financières internationales ne doivent pas tirer parti d'une crise économique, financière ou liée à la dette extérieure pour promouvoir des réformes structurelles dans les États débiteurs* ». Enfin ce rapport rappelle la primauté des droits humains en soulignant que : « *Si le service de la dette est excessif ou disproportionné et absorbe des ressources financières destinées à la réalisation des droits de l'homme, il devrait être ajusté ou modifié de manière à refléter la primauté de ces droits. Les allocations budgétaires des États débiteurs devraient consacrer la priorité des dépenses liées aux droits de l'homme* ».

Le département d'étude du FMI, à l'origine de nombre de ces mesures, a lui-même affirmé dans un rapport que les mesures d'austérité avaient un effet tout à fait contraire sur l'économie que celui recherché, la réduction des dépenses publiques entraînant une diminution plus importante encore du PIB. La Grèce, malgré ses efforts, a ainsi vu sa dette passer de 120% à 164% du PIB entre 2010 et 2013, malgré l'application des mémorandums approuvés par la Troïka. Pourtant, les gouvernements ne changent pas d'orientation, et des mesures qui fragilisent toujours plus les couches les plus défavorisées de la population continuent d'être prises et appliquées au nom du remboursement de la dette.

La mobilisation citoyenne s'est donc considérablement accrue ces dernières années, s'opposant à l'austérité et au remboursement des dettes illégitimes, qui n'ont pas servi la population. Le CADTM Belgique et ses partenaires du réseau international soutiennent ces mobilisations, contribuant notamment en 2012 au lancement de l'AlterSummit, créé dans la continuité du Forum Social Européen (voir l'OS 2). Le CADTM Belgique y apporte son expertise sur la dette, qui fait partie des 4 priorités de ce processus. C'est également grâce au travail du CADTM Belgique que la mise en place d'audits de la dette constitue une des revendications de ces mouvements citoyens.

L'audit de la dette est également au cœur du réseau ICAN, pour International Citizen Debt Audit Network, un réseau rassemblant des organisations travaillant à la mise en place d'audits citoyens de la dette dans leurs pays respectifs (Belgique, Égypte, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et Tunisie) et qui partagent leurs avancées, leurs analyses et leurs outils au sein de ce réseau. Le CADTM Belgique a largement contribué à lancer ce réseau, à une période qui correspondait au lancement de la campagne d'audit citoyen en Belgique. Celle-ci, lancée avec la FGTB Wallonne, la FGTB Bruxelles et le CEPAG en 2012, a pris son essor en 2013 et abouti à la création de la plateforme ACIDE en Belgique qui compte, en avril 2014, 9 groupes locaux qui travaillent sur des aspects différents de la dette publique belge (communale, régionale, fédérale...) et sur des actions de sensibilisation. Le CADTM Belgique y joue un rôle central, apportant son expertise sur la dette et l'audit, mais aussi ses outils pédagogiques pour la sensibilisation (voir OS1).

C. Évolution au niveau des publics-cibles prioritaires du CADTM Belgique

Nos publics-cibles prioritaires sont les personnes-relais en Belgique qui peuvent ensuite porter le message et l'analyse du CADTM vers leurs propres publics (les bénévoles du

CADTM Belgique actifs dans nos différents groupes locaux et thématiques et au sein des comités locaux d'audit de la dette en Belgique, les cadres syndicaux, les ONG belges francophones de solidarité internationale et les coupoles CNCD et 11.11.11, les organisations et réseaux travaillant sur le genre comme Vie féminine et la MMF ainsi que les professeurs en cycle secondaire et supérieur). Nous touchons le public néerlandophone via notre collaboration avec la coupole d'ONG flamandes 11.11.11 et des organisations telles que FAIRFIN et INTAL.

Pour renforcer notre expertise sur la dette du Sud et donc améliorer notre éducation au développement en Belgique, nous travaillons étroitement avec nos partenaires du réseau (notre public-cible prioritaire au niveau international)

La coalition « Alter summit » créée en 2012 constitue un nouveau public-cible au niveau belge et européen. Cette coalition présente aux niveaux européen et belge regroupe 189 organisations de la société civile dont des ONG et des syndicats. Un autre public-cible prioritaire du CADTM Belgique au niveau international est le réseau ICAN créé en 2012.

Nous avons aussi renforcé nos liens avec certaines associations liégeoises comme ATTAC Liège, L'Aquilone et Financité, avec qui nous avons produits en 2013 un nouveau numéro du journal CETRO, le premier datant de 2012, et qui se propose d'expliquer la crise aux citoyens sous un angle simple et pragmatique. Ce journal a été tiré à 20.000 exemplaires et distribué gratuitement en Wallonie, directement aux citoyens par des distributions dans la rue et à la sortie des gares, mais aussi auprès de nombreuses associations belges et lors de nos activités respectives. Cette distribution gratuite correspond à notre volonté d'accorder une attention particulière aux publics précaires, citoyens résidents en Belgique et disposant d'un faible revenu. C'est dans cette optique que nous pratiquons des tarifs différenciés pour nos activités payantes et pour l'abonnement à notre revue, que nous diffusons certaines de nos publications gratuitement sur notre site internet en accord avec l'éditeur, et que nous relayons un maximum nos analyses sur les réseaux sociaux (facebook et twitter), outre la diversité et l'impact que ces outils nous permettent d'atteindre.

Nous avons également poursuivi nos collaborations avec d'autres ONG travaillant sur des sujets connexes aux nôtres, telles que CEO (Corporate Europe Observatory), Counter Balance, TransNational Institute (TNI), qui nous invitent et que nous invitons également lors de nos activités.

Dans nos publics-cibles liés à l'OS 1 et 2, nous retrouvons également la presse traditionnelle et alternative. Nous avons développé nos contacts avec certains journalistes et certains titres de presse et sites d'informations, en Belgique comme à l'étranger.

Enfin, nos publics cibles liés à l'OS 3 sont : les Ministres belges des finances et de la coopération au développement ; les représentants belges au FMI et à la Banque mondiale mais aussi les députés et sénateurs francophones au niveau fédéral (qui sont des personnes relais pour interpeller le gouvernement belge). En 2011-2013, nous avons également utilisé (pour la première fois) les parlementaires européens comme relais pour interpeller les IFI et la Commission européenne. Ce travail en direction du Parlement européen a des retombées au niveau belge puisque, à titre d'exemple, une résolution sur la dette tunisienne a été adoptée par le Sénat belge suite à un appel lancé par le CADTM Belgique et deux euro-députées en faveur d'un audit de la dette tunisienne. La campagne

sur la dette tunisienne a été au cœur de nos interpellations politiques tout au long des trois années du programme.

V. Leçons tirées de la période 2011 – 2013 et des évaluations externes

A. Leçon tirées des évaluations externes

Les 8 évaluations réalisées en 2011-2013 portaient sur :

- l'impact du CADTM dans la presse alternative sur la période 2010-2011 – 1er semestre 2012
- l'impact presse traditionnelle sur la période 2010-2011 – 1er semestre 2012
- le bruit du site internet du CADTM sur la toile couvrant la période 2011 – 1er semestre 2012
- la revue trimestrielle du CADTM « Les Autres Voix de la Planète »
- l'impact politique du CADTM Belgique sur les périodes 2009-2010-2011 et 2012
- la deuxième Université d'été du CADTM Europe en juillet 2011 et du stage de formation résidentiel de juillet 2012
- l'étude sur la faisabilité du transfert du secrétariat international du réseau CADTM au Maroc
- l'évaluation du programme du CADTM Sud "synergies Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur la justice sociale et le respect de la nature" financé partiellement CNCD pour les années 2010, 2011 et 2012.

Les leçons tirées de ces évaluations sont exposées dans les parties traitant spécifiquement de chacun des 3OS. Sur base de ces évaluations, nous avons décidé pour la période 2014-2016 de travailler en priorité avec nos personnes-relais (listés plus haut) pour renforcer :

- le travail d'éducation au développement (animations, conférences et stages de formation) en Belgique, en nous inspirant notamment des outils et supports pédagogiques que nous avons développé sur la dette du Sud et en accordant une attention particulière à l'impact de la dette sur les femmes
- le travail de recherche et d'écriture sur la dette publique belge et les créances de la Belgique sur les PED
- le travail d'interpellation politique aux niveaux belge, européen et international pour la mise en place de mesures concrètes en faveur de l'audit de la dette et de l'annulation des dettes illégitimes du Sud et du Nord ainsi que la mise en place d'alternatives respectueuses des droits humains et de l'environnement ;
- le travail de coordination avec les autres initiatives citoyennes pour des audits de la dette, notamment au sein du réseau ICAN

Nous ferons le suivi de ces différentes évaluations en appliquant les recommandations spécifiques de chacune de ces évaluations dans le cadre de notre prochain programme 2014-2016.

Les personnes de l'équipe en charge du suivi de ces différentes évaluations sont :

- le responsable du département « Recherche et plaidoyer » pour les recommandations tirées de l'évaluation de l'impact politique du CADTM Belgique
- la responsable de revue « Les Autres Voix de la Planète » pour les recommandations portant sur cette revue
- le chargé de communication pour les recommandations tirées des évaluations suivantes : bruit du site internet du CADTM sur la toile, l'impact du CADTM dans la presse alternative et traditionnelle
- la responsable du département « Relations internationales » pour les recommandations tirées de l'évaluation du programme du CADTM Sud
- la responsable du département « Éducation permanente et Mobilisation » pour les recommandations de l'évaluation de la deuxième Université d'été du CADTM Europe en juillet 2011 et du stage de formation résidentiel de juillet 2012

Au cours du prochain programme 2014-2016, nous avons décidé de commander une seule évaluation externe. Celle-ci portera sur deux aspects importants de la stratégie du CADTM Belgique qui sont étroitement liés :

- le fonctionnement du SI du réseau partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc (qui sera mis en place de manière effective en 2014 suite à la décision prise en 2013 lors de la dernière AMR). Voir OS 2
- l'impact des activités internationales menées par le CADTM Belgique et ses partenaires Sud dans le cadre du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international. **Il s'agira ici d'évaluer l'impact de ce travail international sur l'action d'éducation au développement du CADTM en Belgique et sa durabilité conformément aux recommandations de la méta-évaluation de l'Évaluateur spécial. C'était également une recommandation de la DGD. Voir plus bas.**

Cette évaluation externe portera sur toute l'année 2014 et le 1er semestre 2015. Elle servira nous orienter dans la prise de décisions futures (à partir de 2016) concernant notre stratégie au sein du mouvement altermondialiste international et au sein de notre réseau, en lien systématique avec notre activité d'éducation au développement en Belgique. Cette évaluation sera finalisée courant deuxième semestre 2015.

B. Suivi des observations et des recommandations formulées lors de l'appréciation et du dialogue politique

Sur recommandation de la DGD, nous avons dans ce rapport triennal davantage :

- développé le rôle joué par bénévoles du CADTM Belgique dans les activités d'ED en Belgique (OS 1)

- souligné les effets positifs de l'appui du CADTM Belgique à ses partenaires du réseau sur son action d'ED en Belgique (OS 1, 2 et 3) en développant notamment les liens entre les partenaires du Sud et nos bénévoles en Belgique (OS 1 et 2)
- expliqué clairement la participation du CADTM Belgique dans son réseau international (OS 2)
- donné plus de précisions sur les abonnés de la revue triestrielle du CADTM Belgique (OS1)

Nous sommes également en train de revoir les questions figurant dans nos questionnaires d'évaluation distribués aux personnes participant à nos activités organisées en Belgique dans le but d'avoir davantage d'informations sur la manière dont ces participant-e-s utilisent les connaissances acquises lors de nos formations et à la lecture de nos ouvrages.

C. Autres leçon apprises

- Vu que l'audit de la dette est une revendication de plus en plus partagée par des acteurs divers, il est logique que **l'audit de la dette se retrouve avec le concept de « dette illégitime » au cœur de notre programme 2014-2016.**

Notre objectif en 2014-2016 sera de faire appliquer les engagements pris par les décideurs politiques sur l'audit de la dette des PED et de la dette tunisienne en particulier mais aussi de renforcer l'audit citoyen de la dette en Belgique. Nous nous attacherons ainsi à démontrer en 2014-2016 à travers notre action d'éducation au développement en Belgique que la mise en place d'audits de la dette permettant d'identifier et de fonder l'annulation des dettes illégitimes (celles qui n'ont pas profité aux populations – voir plus bas pour plus de précision sur ce concept) tant au Sud qu'au Nord constitue une stratégie favorisant les liens Sud/Nord et forment un ensemble de mesures concrètes que peuvent utiliser dès aujourd'hui les citoyens et les gouvernements pour avancer vers l'annulation de la dette du Sud et la suppression des conditionnalités. Pour mener notre action d'ED en Belgique, la poursuite des synergies avec nos partenaires du réseau et nos collaborateurs est indispensable. En effet, la démarche du CADTM Belgique consistant à renforcer les capacités des partenaires Sud du réseau CADTM et de nos collaborateurs aux niveaux européen et international a un effet multiplicateur. Cette stratégie permet d'influencer le mouvement altermondialiste dans son ensemble ; ce qui a pour effet d'augmenter la pertinence de notre action en éducation au développement en Belgique et in fine d'influencer les décideurs politiques, conformément à notre cercle vertueux.

- Nous avons décidé pour le programme 2014-2016 de modifier les indicateurs permettant de mesurer si le gouvernement belge est effectivement interpellé sur l'audit et la dette illégitime. Voir la partie sur l'OS3.

- Nous avons sous-estimé l'évolution de la répression au Maroc qui touche les mouvements sociaux marocains et notre partenaire ATTAC-CADTM Maroc. Dès lors, nous avons décidé en 2014 (en réunion du CI du CADTM à Rabat en avril 2014) de donner aux délégués du prochain CI du CADTM en 2015 (et donc de ne pas attendre la prochaine Assemblée mondiale du réseau CADTM de 2016 comme c'était prévu) le mandat d'évaluer si ce contexte répressif au Maroc est de nature à mettre en danger le processus de SI partagé entre la Belgique et le Maroc. Ce CI de 2015 pourra alors prendre une

décision sur la mise en place du SI partagé : soit poursuivre le processus (en revoyant ou non les tâches du SI partagé) ou bien arrêter le processus. Voir l'OS 2.

- Avec l'approfondissement de la crise économique et sociale en Europe (dont la Belgique), la thème de l'écologie est relativement délaissé par les décideurs politiques et les grands médias. Nous avons réagi en produisant des analyses faisant le lien entre l'écologie et la dimension économique et sociale en 2011-2013. En mars 2014, nous avons publié un ouvrage portant sur la dette écologique et qui souligne les multiples dimensions de la crise actuelle toutes interconnectées (sociale, financière, économique, écologique...). Au cours du programme 2014-2016, nous continuerons à faire les liens entre toutes ces dimensions dans nos productions. Nous appuierons toutes les initiatives en Belgique visant à réunir les organisations travaillant sur différentes thématiques et de différentes natures : écologistes, syndicats, les ONG de solidarités internationale, les organisations féminines, les agriculteurs, etc.

Objectif spécifique 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde

I. Fiche descriptive de l'OS 1

O b j e c t i f s p é c i f i q u e 3	Titre :	Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde		
	Objectif spécifique:	Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde en participant aux stages résidentiels de formation sur la dette organisés annuellement par le CADTM Belgique et en devenant bénévoles du CADTM Belgique.		
	Autres organisations impliquées :		Autres financements prévus pour cet objectif spécifique (source de financement et montant)	
	Groupe-cible:	Les citoyens francophones résidant en Belgique qui sont informés des activités du CADTM Belgique (via le bulletin belge du CADTM)	Nombre de bénéficiaires finaux: 6257 (chiffre actualisé en mars 2014)	6257 personnes résidant en Belgique reçoivent le bulletin francophone du CADTM Belgique informant des activités du CADTM en Belgique.

II. État d'avancement de l'OS 1 : « Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde ».

L'OS 1 repose sur trois résultats :

- **RÉSULTAT 1** : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde
- **RESULTAT 2** : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des

stages de formation sur la dette du tiers-monde

- RÉSULTAT 3 : Les deux grands quotidiens (Le Soir et la Libre Belgique), la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le réseau CADTM

OS 1			
Indicateur	Situation de départ	Prévu	Réalisé
Augmentation du nombre de bénévoles du CADTM Belgique (au sein des groupes locaux et thématiques du CADTM Belgique)	35 en 2010	40 en 2013	50 en 2013 – En 2013, le CADTM comptait 50 bénévoles en Belgique, dont une bonne partie se retrouve dans les groupes locaux du CADTM Belgique et/ou de l'ACiDe.
Maintien du nombre de citoyens francophones résidant en Belgique qui participent aux stages de formation résidentiels organisés par le CADTM Belgique	70 en 2009	70 en 2013	133 en 2013. l'objectif est donc très largement dépassé.
Les bénévoles du CADTM en Belgique ont des profils variés			Selon nos formulaires d'évaluation, qui contiennent cette question : « Quelles sont vos occupations professionnelles ou autres et votre lieu de résidence ? », nous constatons que les répondants ont des profils variés (voir plus loin dans la partie « Évolution de nos stages de formation »)

III. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

Sur la période 2011 – 2013, le contexte international a eu un fort impact sur notre stratégie, compte tenu de la crise qui s'est poursuivie en Europe et qui se traduit par des mesures d'austérité inspirées des programmes d'ajustement structurels (PAS) mis en place dans les pays du Sud au lendemain de la crise de la dette du tiers-monde de 1982.

Face à cette conjoncture internationale, nous avons accru notre expertise sur la dette au Nord, en mettant en lumière les parallèles existant avec la dette du Sud. En Belgique, nous avons noué ou renforcé nos collaborations avec d'autres organisations de la société civile comme les syndicats et ONG. EN 2011-2012, le CADTM Belgique a impulsé la création d'une plate-forme d'audit citoyen de la dette (ACiDe). Cette plate-forme qui travaille également sur les créances de la Belgique à l'égard des PED intègre des groupes locaux d'audit citoyen auxquels les bénévoles du CADTM Belgique ont largement pris part. Les programmes de nos stages de formation, rencontres et universités d'été, ont été particulièrement imprégnés de ces évolutions. Nos collaborateurs intègrent aussi de plus en plus nos revendications sur l'audit et la dette illégitime.

A. FAITS MARQUANTS SUR L'EVOLUTION DU CONTEXTE ENTRE 2011 ET 2013 AUQUEL LE CADTM BELGIQUE S'EST ADAPTÉ

Pour la période 2011 – 2013, on constate que tous les résultats des indicateurs de l'OS1 ont été atteints, voire dépassés pour certains. Cela est le résultat de plusieurs facteurs internes et externes, sur lesquels le CADTM Belgique s'est positionné pour augmenter l'impact de ses analyses.

1) La crise de la dette en Europe, une opportunité pour sensibiliser les citoyens résidant en Belgique sur le lien entre la dette du Sud et la dette en Europe grâce à l'expertise de notre réseau

Tout d'abord, sur cette période, on constate un contexte économique, politique et social qui depuis 2011 place la dette de plus en plus au centre des débats sur la crise économique et sociale que l'Europe traverse. En orientant nos recherches et notre analyse, nous avons su faire le lien entre la situation que traversent les pays du Nord et celle à laquelle sont confrontés les pays du Sud depuis près de 30 ans, faisant notamment le parallèle entre l'action des institutions financières internationales (IFI) au Sud dans le cadre des plans d'ajustement structurels (PAS), et l'action de la Troïka (FMI – BCE – Union européenne) et des plans d'austérité dans les pays du Nord. Nous avons diffusé largement cette analyse dans nos actions d'éducation au développement (ED) en Belgique, au travers de nos publications et des conférences/formations dans lesquelles nous intervenons comme expert sur la dette.

Dans un premier temps, notre objectif est de sensibiliser les citoyens résidant en Belgique sur l'impact et le mécanisme de la dette au Sud en soulignant les liens entre la situation d'endettement au Sud et en Europe. Dans un second temps, nous visons la mobilisation de ces citoyens en Belgique pour l'annulation de la dette du tiers-monde. Voir plus bas dans le point B), l'évolution de notre stratégie de mobilisation en Belgique avec les différents groupes de bénévoles.

Pour sensibiliser les citoyens francophones résidant en Belgique, nous produisons avec l'aide de notre réseau des analyses sur la dette et les alternatives et les présentons

publiquement notamment lors de nos stages de formations et dans les conférences/animations dans lesquelles nous intervenons comme expert sur la dette en Belgique. Nous les présentons également lors de nos interpellations politiques (voir l'OS 3).

Notre expertise sur la dette et ses alternatives provient directement de notre travail en réseau international CADTM (voir l'OS 2). En effet, nous partons systématiquement des réalités locales décrites et analysées par les membres du réseau Sud pour produire nos analyses, préparer nos formations/conférence et réaliser nos interpellations politiques aux niveaux belge et européen (voir l'OS 3). Ces analyses sont en outre directement relayées sur nos supports de diffusion comme notre site internet et notre revue trimestrielle « Les Autres Voix de la Planète ». Voir l'OS 2 pour connaître l'évolution du nombre d'analyses produites par le réseau Sud entre 2011 et 2013.

Pour l'atteinte des résultats de l'OS1, le CADTM Belgique a également fait preuve d'une meilleure réactivité par rapport à l'actualité, augmentant le rythme et le nombre de la publication de communiqués de presse (CP) et donc la reprise dans les médias traditionnels, mais aussi les médias en ligne. Alors qu'en 2011 le CADTM Belgique publiait avec ses partenaires 10 CP et était repris 7 fois dans la presse quotidienne nationale (PQN), en 2013 il en publiait 26 pour 12 reprises en PQN (9 dans LE SOIR et LA LIBRE BELGIQUE comme indiqué dans le résultat 3, et 3 reprises dans le journal L'ECHO – à cela s'ajoute un grand nombre de reprises dans les médias alternatifs, voir OS2). Cela s'explique principalement par 3 points :

- une volonté de réagir mieux et plus rapidement à l'actualité, portée par des médias que la crise a poussé à prendre en compte la problématique de la dette publique, et les liens entre dette au Sud et au Nord (créances odieuses et illégitimes des pays du Nord sur les pays du Sud notamment les pays comme la Tunisie qui a chassé son dictateur en 2011, fonds vautours, ...);
- un réseau international toujours plus réactif sur lequel le CADTM Belgique peut s'appuyer pour produire des CP et des analyses rapidement, sur un grand nombre de sujets liés à la dette. Voir l'OS2.
- l'embauche au sein de l'équipe permanente du CADTM d'un chargé de communication en octobre 2012 a permis d'améliorer les contacts avec la presse, et donc la reprise dans les médias.

2) Diffusion de nos analyses au plus grand nombre de citoyens francophones

Que ce soit pour les publications (livres, brochures, DVD) comme pour les stages de formations, **le CADTM Belgique a maintenu sa politique de prix réduits selon les revenus, afin que celui-ci ne soit pas un frein dans l'accès à nos analyses. C'est d'autant plus important que les personnes précarisées constituent un de nos publics-cibles prioritaires, et la crise survenue en Europe a considérablement augmenté leur nombre et aggravé leur situation.** En outre, il s'agit d'une véritable volonté du CADTM Belgique de mettre à disposition ses analyses, via ses ouvrages, sa revue ou ses activités, au plus grand nombre. Cette politique de prix différenciés s'applique donc à nos activités payantes et aux abonnements à la revue, mais nous mettons également à disposition sur notre site certains de nos ouvrages en téléchargement libre, en accord avec l'éditeur, ainsi que nos outils pédagogiques.

Sur la période 2011 – 2013, le CADTM Belgique a publié **de nombreux ouvrages et**

brochures, dont certains ont eu, et ont encore, un beau parcours grâce à la volonté de l'équipe permanente du CADTM Belgique de promouvoir ces ouvrages aussi souvent que possible (participation à la foire du livre politique à Liège, tenue d'un stand lors de chaque activité / animation / formation que nous organisons ou à laquelle nous prenons part, ...).

Un travail sur la forme a aussi été réalisé pour rendre certaines de nos publications plus attractives et disponibles gratuitement sur notre site internet (« Les Chiffres de la Dette ») et sur nos stands (« Droits Devants-Plaidoyer contre toutes les dettes illégitimes »). La diffusion gratuite de certains de nos supports correspond à notre volonté d'être accessible pour le plus grand nombre, notamment en cette période de crise économique où pour nombre de citoyens belges l'achat de livres n'est pas prioritaire. Nous avons ainsi mis à disposition gratuite, sur notre site, l'un de nos ouvrages phares, dans une version actualisée : « 65 questions, 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale ».

Par ailleurs, le CADTM Belgique a également co-édité plusieurs DVD (« Debtocracy », « Kel Dette ? », « La Fin de la Pauvreté », « Le Salaire de la Dette »), dans l'esprit de diversifier les supports pour le public, mais aussi pour permettre à différentes personnes de s'exprimer en utilisant des outils qui leurs sont propres.

Chacune de ces publications a été envoyée aux abonné-e-s de la revue trimestrielle du CADTM « Les Autres Voix de la Planète ». Nous comptons, début 2014, 217 abonnés à la revue résidant en Belgique, sur un total de 400 abonnés.

Le support internet a aussi été plus exploité ces dernières années, avec la diffusion de vidéos, conférences filmées, interventions dans des séminaires, reportages (« L'ABC de la dette du Sud »). Certains de nos séminaires et certaines de nos conférences sont désormais retransmises en direct sur internet grâce au livestreaming (via Bambuser et les réseaux sociaux, comme ce fut le cas pour les derniers séminaires OID/CADTM).

Toujours dans cet esprit de facilité d'accès à nos analyses, **nous avons développé plusieurs outils pédagogiques** que nous avons mis en ligne dans une rubrique dédiée à ces outils sur notre site internet. Nous avons également organisé des stages de formation sur ces outils lors des rencontres d'été du CADTM Belgique en 2012 et des deux Universités d'été du CADTM Europe en 2011 et 2013. Ces outils peuvent être ainsi facilement réutilisés par nos bénévoles, sympathisants, et les organisations partenaires qui le souhaitent. A titre d'exemple, en février 2014, pour une demande d'animation sur la dette du tiers monde à laquelle nous ne savions répondre pour cause d'indisponibilité de l'équipe permanente, nous avons contacté nos bénévoles et l'un d'eux a pu assurer l'animation grâce à la formation qu'il avait reçu lors d'un de nos stages. Nous participons également chaque année avec plusieurs bénévoles au festival Esperanzah, où nous tenons un stand d'information durant toute la durée du festival. Les bénévoles y réalisent les animations avec les membres de l'équipe permanente présents. Enfin, en 2013, une bénévole du CADTM Belgique a mis au point une nouvelle animation sur l'évolution du fonctionnement des banques, que l'équipe a pu s'approprier et qui fait désormais partie des formations que nous donnons à nos collaborateurs en Belgique.

3) La campagne sur l'audit citoyen de la dette belge : une opportunité saisie par le CADTM Belgique pour sensibiliser et mobiliser les citoyens sur la dette du Sud

2012 marque le lancement de la campagne « A qui profite la dette ? » avec la FGTB Wallonne, la FGTB Bruxelles et le CEPAG, dans laquelle le CADTM Belgique a joué un rôle moteur. Cette campagne était accompagnée d'un [dessin animé](#) diffusé sur le net (site du CADTM et des partenaires, réseaux sociaux, youtube...) visionné plus de 250.000 fois. La campagne a abouti en février 2013 à la création de l'ACIDE Belgique qui est la plateforme d'Audit Citoyen de la Dette publique en Belgique (29 organisations en sont membres⁸). Le CADTM Belgique y joue un rôle moteur essentiel en tant que personne ressource et comme animateur de certains groupes.

Cette plateforme, constituée à la fois de groupes locaux répartis sur toute la Wallonie et à Bruxelles, ainsi que d'une coordination nationale, a amené de nouvelles personnes à s'intéresser de près au travail du CADTM et à participer à son action à titre bénévole. Les comités locaux sont entre autres l'occasion de faire le lien entre dette au Sud et au Nord, et d'avoir des échanges avec des citoyens concernés sur la dette du tiers-monde. Soulignons que la plateforme ACIDE porte dans ses revendications l'audit des créances de la Belgique sur les pays du Sud⁹.

Le CADTM Belgique est particulièrement impliqué dans plusieurs de ces groupes locaux (Liège, Verviers, Bruxelles, ...) en tant qu'animateur, ainsi que dans la coordination nationale.

4) Amélioration de nos supports de communications (avec intégration des réseaux sociaux)

Le CADTM Belgique a amélioré ses outils de communication ces 2 dernières années (2012-2013) : affiches, flyers, tracts pour chaque activité organisée, entretien quotidien de nos réseaux sociaux (facebook et twitter) en croissance permanente (voir plus bas), améliorations apportées au site internet, qui subira prochainement une amélioration conséquente de son design et de sa navigation, ainsi qu'à la newsletter. Ces différents outils nous permettent de toucher plusieurs milliers de personnes par jour, dont une bonne part de belges francophones, pour lesquels nous disposons d'une liste de diffusion dédiée qui comptait 6257 abonnés au 24/02/2014.

Depuis 2012, le CADTM Belgique a considérablement renforcé sa présence sur les réseaux sociaux, notamment facebook et twitter, où nous comptons début 2014 respectivement environ 3700 et 780 personnes qui nous suivent, avec l'effet multiplicateur que les fonctions « like », « partage » ou « retweet » peuvent avoir.

Nous y partageons en grande partie nos analyses, mais aussi nos activités, ainsi que les productions et activités de nos collaborateurs et de notre réseau. L'intégration de ces outils est d'ailleurs l'un des facteurs dans l'augmentation de la fréquentation de notre site internet entre 2012 et 2013. Selon nos outils d'analyse de la fréquentation du site, sur certains articles et communiqués, les réseaux sociaux peuvent être à l'origine de 30% des visites, voire plus.

Ces outils nous permettent également une plus grande réactivité face à des faits ou événements d'actualité, tout en amenant des visiteurs vers notre site. Ils créent aussi une

⁸ ACRF, ATTAC Liège, Bruxelles Laïque, CADTM, CAL, CEO, Cépag, CGSP Wallonne, Constituante.be, CSC Brabant Wallon, FGTB Bruxelles, FGTB Liège-Huy-Waremme, FGTB Verviers, FGTB Wallonne, IEW, LCR, MMF, Le Monde selon les Femmes, MOC Bxl, Peuple et Culture WB, PTB, Quinoa, Rassemblement R, Réseau Financité, Riposte-CTE, SCI, Théâtre des Rues, Vega, Vie Féminine Bxl

⁹ L'ACIDE précise dans sa charte des revendications : « obtenir l'application du point de l'accord gouvernemental de 2011 qui stipule : «concernant les créances à l'égard de pays du Sud, le Gouvernement réalisera l'audit des dettes et annulera en priorité les dettes contractées au détriment des populations ».

notoriété autour du nom CADTM, et permettent aux gens qui se sentent proches de notre organisation de partager nos analyses, nos outils, de se les approprier et de les diffuser. Selon les statistiques fournies par le site facebook, sur l'année 2013, en moyenne chacune de nos publications a été « aimée » 25 fois, partagée 15 fois, commentée 3 fois et a atteint 1234 personnes.

5) Augmentation du nombre de formations sur la dette organisées par nos collaborateurs combinée à une amélioration de la qualité et du suivi de nos interventions publiques en Belgique en tant qu'expert sur la dette

La période 2011-2013 est marquée par la crise de la dette en Europe, qui a entraîné l'augmentation du nombre de formations organisées par nos collaborateurs sur cette thématique. Le CADTM Belgique a été sollicité pour intervenir comme expert sur la dette et pour faire le lien entre dette du Nord et du Sud. Nous nous sommes notamment rapprochés d'organisations ou de syndicats à partir de 2011 pour des collaborations qui durent aujourd'hui encore (FGTB, CSC, Annoncer La Couleur...). Voir plus bas « Synergie ».

Par effet « boule de neige », le CADTM Belgique a alors développé toute une série d'outils pédagogiques qui permettent de répondre à une plus grande demande d'animations sur ses thématiques, avec un minimum de temps de préparation. L'augmentation de ces animations, ainsi que la systématisation de la collecte des contacts (adresses mail), nous ont permis de toucher un plus grand nombre de personnes, dans nos animations mais aussi ensuite par notre bulletin d'information électronique envoyé en moyenne 2 fois par mois.

Le CADTM Belgique organise également des formations et des conférences qui augmentent considérablement son audience : l'invitation de conférenciers connus et reconnus permettent de toucher un grand nombre de personnes rapidement (David Graeber, Octobre 2013 : 400 personnes). Certaines des formations organisées ont aussi vocation à former des personnes-relais (week-end de formations aux outils pédagogiques, ateliers pédagogiques lors des universités d'étés et des rencontres d'été), qui s'approprient nos outils pédagogiques et peuvent à leur tour participer à l'ED du CADTM en Belgique francophone. Lors de ces animations, nous tâchons de mettre en évidence le lien qui existe entre la dette des pays du Sud et l'endettement au Nord, le rôle des institutions financières dans ce schéma et les alternatives qui existent, notamment l'audit de la dette et l'annulation des dettes odieuses et illégitimes portés comme revendications par le CADTM. Les conférences et formations organisées par nos groupes locaux sont développées au point B.

Pour chacune de ces activités, un stand de vente de livres est mis en place, sur lequel nous récoltons de façon pro-active les contacts (mail+adresse) des participant-e-s, qui sont automatiquement inscrits sur nos listes de diffusion, et qui recevront un numéro de notre trimestriel « Les Autres Voix de la Planète » par la poste, avec une invitation à s'abonner.

B. EVOLUTION DES GROUPES LOCAUX DU CADTM BELGIQUE

Les groupes locaux du CADTM Belgique travaillent sur plusieurs axes, dont les principaux sont l'auto-formation, en invitant des personnes ressources par exemple, et la sensibilisation de citoyens-nes par l'organisation de petits événements (débats,

projections de documentaires, ...). En 2013, le CADTM comptait 50 bénévoles en Belgique, dont une bonne partie se retrouve dans les groupes locaux du CADTM Belgique et/ou de l'ACIDE.



Organigramme du CADTM Belgique

Évolution importante des groupes locaux du CADTM sur la période du programme 2011-2013 :

- création du du CADTM Luxembourg (ce groupe local organise des débats et projections, se déplace pour des animations dans la province du Luxembourg). Le CADTM Luxembourg compte 6 bénévoles actifs.
- le CADTM Liège a mis sur pied à partir de 2011 un rendez-vous mensuel : « Les Lundis contre la Dette » (le CADTM Liège compte environ 20 bénévoles actifs). Ces LCD sont l'occasion pour les citoyens informés des activités du CADTM Belgique de se former et débattre autour d'une thématique d'actualité liée à la dette. C'est également un moyen de mobilisation autour du travail du CADTM Belgique, puisque par ce biais que nous avons pu voir des personnes devenir bénévoles au sein du groupe local du CADTM à Liège. C'est aussi un moment d'auto-formation pour l'équipe permanente, qui peut y améliorer ses connaissances sur les sujets abordés et aussi y rencontrer les intervenants, y compris des membres du réseau. En effet, lorsque cela coïncide avec une visite en Belgique, nous faisons intervenir les membres de notre réseau, comme par exemple le 11 Novembre 2013, où le

LCD était sur le thème « Quels changements politiques en Egypte ? », avec Mahinour El Badrawi, du Egyptian Center for Economic and Social Rights, et membre de la plateforme d'audit de la dette en Egypte, qui était également invitée à notre séminaire sur la dette et les droits humains à Bruxelles (voir OS2). Une formule quasiment similaire aux LCD de Liège a été adoptée par le groupe local du CADTM Bruxelles. Tous les 2 mois, le CADTM Bruxelles organise « les comptoirs de la dette » à Bruxelles sur les thématiques du CADTM Belgique. Notons aussi qu'environ 4 bénévoles de ce groupe participent à l'organisation des grandes activités du CADTM Belgique en Belgique (rencontres d'été, université d'été, participation au festival Esperanzah...). En outre, dans les 2 groupes locaux de l'ACIDE Liège, on compte 5 membres du CADTM Liège.

- arrivée de nouveaux bénévoles au sein du groupe local du CADTM Bruxelles, suite à la campagne « A qui profite la dette ? » et à la constitution du comité local d'audit citoyen ACIDE.BX, où le CADTM joue un rôle moteur, d'animateur et d'expert. En 2013, le CADTM Bruxelles se réunissait une fois par mois. Depuis le lancement du groupe ACIDE Bxl en février 2014, le CADTM Bruxelles se réunit en 2014 tous les 2 mois en alternance avec les réunions du groupe d'ACiDe Bruxelles (qui réunit en 2014 6 membres du CADTM Bruxelles). La tâche principale du CADTM Bruxelles est d'organiser les « comptoirs de la dette » qui sont l'occasion de présenter les nouvelles publications du CADTM Belgique comme l'ouvrage écrit par un bénévole Renaud Duterme (par ailleurs membres du groupe CADTM Luxembourg) intitulé « Rwanda : une histoire volée. Dette et génocide¹⁰ ». Cette activité a réuni 40 participant-e-s.
- création de 9 comités locaux d'audit de citoyen de la dette en Wallonie et à Bruxelles (d'autres sont en cours de constitution), dont 2 à Liège. Ces groupes autonomes dans leur fonctionnement sollicitent l'expertise du CADTM Belgique à plusieurs niveaux : 1) lors de leur lancement 2) pour l'aspect « recherche » et l'aspect « sensibilisation » et 3) dans certains groupes (Liège, Bruxelles, Verviers), le CADTM Belgique joue un rôle d'animateur de ces groupes.

C. EVOLUTION DE NOS STAGES DE FORMATION : UNIVERSITE D'ETE DU CADTM EUROPE ET RENCONTRE D'ETE DU CADTM BELGIQUE

L'Université d'été et les Rencontres d'été, qui ont lieu chaque année en alternance, sont un moment important de la vie du CADTM Belgique, particulièrement pour ce qui concerne la sensibilisation et la mobilisation des citoyens belges francophones. Les Universités d'été (2011 et 2013) se déroulent sur 3 jours et rassemblent plus de 300 personnes tandis que les Rencontres d'été (2012) se déroulent sur 2 jours et rassemblent plus de 100 participant-e-s.

Ces 2 rencontres majeures sont destinées au grand public, mais aussi aux organisations de la société civile belge et à nos bénévoles en Belgique. Ces activités permettent :

- d'approfondir les connaissances des participants sur nos thématiques (à noter qu'il y a un parcours pour les débutants intitulé « ABC de la dette »)
- de se former à nos outils pédagogiques,
- d'avoir des réunions avec les bénévoles des différents groupes locaux et les membres du réseau international CADTM

¹⁰ <http://cadtm.org/Rwanda-une-histoire-volee-Dette-et>
CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011 - 2013

- de créer des liens avec l'équipe du CADTM Belgique en expliquant le fonctionnement et les revendications du CADTM
- De renforcer nos collaborations avec des organisations de la société civile belge et européenne. Voir le point D.

Pour ces rencontres, comme pour chacune des activités que nous organisons, un questionnaire est distribué aux participant-e-s, sur base desquels nous réalisons une évaluation de l'activité. Nous nous appuyons sur cette évaluation pour organiser la prochaine édition des Rencontres ou de l'Université d'été et pour en établir le programme.

NB : pour l'Université d'été du CADTM Europe, le nombre de participant-e-s résidant en Belgique est en nette progression depuis la première édition en 2009 puisque nous sommes passés de 70 participants résidant en Belgique à 111 en 2011 puis à 133 en 2013.

L'évaluation portant sur la deuxième Université d'été du CADTM Europe de juillet 2011 et les Rencontres d'été de 2012 soulignait que ces stages de formation ont permis à la fois « de toucher un nouveau public et donc d'accentuer la portée du CADTM (...) » ; de former des cadres d'organisations associatives et syndicales puisque ces derniers représentaient 65% des sondés pour l'Université d'été de 2011 et 71% pour les Rencontres d'été de 2012 et d'augmenter le nombre de bénévoles ». Ces séminaires de formation ont donc un important effet multiplicateur comme l'a souligné l'évaluation.

D. RENFORCEMENT DES SYNERGIES AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BELGE

La période 2011-2013 a été marquée en Belgique et en Europe par l'essor de mouvement sociaux qui reprennent les revendications du CADTM Belgique comme l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime.

C'est la conséquence de nos formations en Belgique où nous intervenons comme expert sur la dette. Ces formations, notamment auprès des syndicats belges et autres personnes-relais, se déroulent en général sur une journée, durant laquelle nous présentons le CADTM Belgique et son travail, et où nous menons des activités de sensibilisation via les outils pédagogiques développés depuis quelques années maintenant, sur la dette du tiers-monde, les liens entre dette au Sud et au Nord ou encore la crise de la dette en Europe et plus particulièrement en Belgique. Lors de ces formations, nous mettons systématiquement à disposition des participant-e-s un stand sur lequel ils peuvent acheter nos publications, récupérer des informations et laisser leur contact pour être tenu informés des activités du CADTM Belgique. Nous offrons également le dernier numéro du trimestriel du CADTM Belgique, « Les Autres Voix de la Planète ».

Outre les syndicats FGTB et CSC avec qui nous avons travaillé de façon rapprochée pendant ces 3 années (intervention dans les cycles de formation de délégués syndicaux, campagne « A Qui Profite la Dette ? », lancement de la plateforme Acide qui est un lieu important de convergence et de synergie car elle rassemble de nombreuses autres organisations, ...), nous avons également participé activement à de nouveaux réseaux européens, comme l'AlterSummit et le D19-20, qui rassemblent des organisations syndicales et associatives, des citoyens, mais aussi certains corps de métiers comme les

agriculteurs,. Voir l'OS 2 pour nos synergies au niveau européen et international.

Nous nous assurons que la thématique de la dette soit bien dans les priorités de ces plateformes, et nous y apportons notre expertise, ainsi que notre capacité de rassemblement, notre réseau de diffusion.

A côté des organisations avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler (ATTAC, CNCD, 11.11.11, Annoncer la Couleur, ITECO, CSC, FGTB...), nous avons noué de nouvelles collaborations, notamment avec des associations de femmes comme Vie Féminine, avec qui une collaboration de long terme a abouti à la réalisation d'une mallette pédagogique sur l'impact de l'austérité sur les femmes, qui en sont les premières victimes, et faisant clairement le lien avec la dette et l'audit comme outil de sensibilisation. Rappelons que le genre fait partie de nos thématiques transversales. Cette mallette est destinée autant aux membres et au public de Vie Féminine, qu'au réseau CADTM, qu'à d'autres associations / personnes désireuses d'en savoir plus et de participer à l'effort de sensibilisation sur le sujet. Nous nous sommes aussi rapprochés de CEO, Corporate Europe Observatory, pour travailler ensemble sur l'impact de l'austérité à l'échelle européenne. Nous avons également eu de fructueuses collaborations avec des organisations situées en Flandres, comme FAIRFIN et INTAL, au niveau des interpellations politiques comme au niveau de la sensibilisation sur le lien entre les sauvetages bancaires et l'augmentation de la dette publique en Belgique.

Les Universités d'été et les Rencontres d'été (voir point C) jouent un rôle important dans le renforcement de ces collaborations, puisque nous invitons nos collaborateurs en Belgique et en Europe à intervenir comme conférenciers dans nos ateliers et plénières.

IV. Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

a) Concernant le RÉSULTAT 1 : «Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde», nos indicateurs sont les suivants

AUGMENTATION DU NOMBRE DE CITOYENS RÉSIDANT EN BELGIQUE QUI REÇOIVENT LES BULLETINS ÉLECTRONIQUES D'INFORMATION EN FRANÇAIS DU CADTM (CONTENANT LES NOUVELLES ANALYSES SUR LA DETTE ET L'AGENDA DES ACTIVITÉS ORGANISÉES EN BELGIQUE)

Lors du dialogue politique avec la DGD en octobre 2012, nous avons décidé en accord avec la DGD d'attendre les résultats de 2013 pour fixer de nouveaux objectifs. En effet, nous avons largement dépassé nos objectifs en 2012. Nous avons donc décidé de les rehausser pour le programme 2014-2016 (où nous avons repris cet indicateur). Voir le tableau à la fin de la partie narrative de l'OS 1.

MAINTIEN DU NOMBRE DE CITOYENS RÉSIDANT EN BELGIQUE CONSULTANT LE SITE DU CADTM

Pour la période 2011-2013, nous nous sommes dotés de ce nouvel indicateur, pour lequel notre méthode de comptage a elle-même évolué. Aujourd'hui, grâce à 2 outils installés sur CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011 - 2013

notre site (logiciel PIWIK et compte Google Analytics), nous avons accès à des statistiques précises quant aux visiteurs de notre site www.cadtm.org. Pour 2012, nous comptabilisons (par extrapolation) 32850 visites. Notre objectif pour 2013 était de maintenir ce même nombre de visites (32850).

Au dernier trimestre 2013, nous comptabilisons 12021 visites. Rapporté à l'échelle d'une année, nous obtenons le nombre de 48084 visiteurs. Nous constatons donc une hausse de la fréquentation de notre site entre 2012 et 2013. Cette hausse peut s'expliquer par plusieurs facteurs, internes et externes, parmi lesquels : le recrutement fin 2012 d'un chargé de communication qui, entre autres, assure quotidiennement la présence du CADTM sur les réseaux sociaux (facebook et twitter), publiant des liens qui renvoient vers notre site ; les reprises de nos analyses sur les sites d'information alternatifs et dans les grands médias qui accroissent notre notoriété et amènent des visiteurs vers notre site ; la thématique de la dette publique en Europe qui est de plus en plus présente dans les médias et amène les internautes vers notre site, particulièrement bien référencé sur cette thématique.

b) Concernant le RÉSULTAT 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur la dette du tiers-monde, les indicateurs sont les suivants

MAINTIEN DU NOMBRE DE STAGES DE FORMATION ORGANISÉS EN BELGIQUE PAR LES COLLABORATEURS DU CADTM BELGIQUE AVEC SA PARTICIPATION COMME EXPERT SUR LA DETTE

Cet indicateur, dont l'objectif était de 13 stages auxquels participaient le CADTM Belgique comme expert sur la dette en 2011, est passé à 15 pour 2012 et 2013 compte tenu du dépassement de cet objectif en 2011. En 2013, nous avons à nouveau dépassé cet objectif puisque nous en comptabilisons 19. Nous expliquons cela d'abord par une erreur de diagnostic de notre part, puisque nous nous attendions à un ralentissement de la demande après l'augmentation connue suite à la crise de la fin des années 2000. Nous constatons finalement que l'élan ne s'essouffle pas, et nous tâchons de répondre à cette demande au maximum compte tenu de l'effet multiplicateur lié à la formation de ces personnes-relais. Signalons que des organisations pour lesquelles nous avons donné ces formations se retrouvent désormais dans l'ACiDe, et sont donc encore plus actives sur la thématique de la dette : il s'agit là d'un impact clair de nos formations sur nos collaborateurs.

c) Concernant le RESULTAT 3 « Les deux grands quotidiens (Le Soir et La Libre Belgique) ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le CADTM »

MAINTIEN DE 7 RÉFÉRENCES AU CADTM DANS LES QUOTIDIENS BELGES LA LIBRE BELGIQUE ET LE SOIR.

Pour le programme 2014-2016, nous avons décidé d'adapter l'indicateur, qui est devenu : *Les grand médias francophones en Belgique ainsi que la presse associative et la presse syndicale belges francophones diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part*

le CADTM. L'objectif fixé est de 16 analyses du CADTM relayées par les grands médias francophones en Belgique (Le Soir, la Libre, Le Vif, Le Monde, L'Echo, Metro, Belga, RTBF, Bel RTL, TV5 etc).

Ceci est une conséquence directe tout d'abord du traitement de la question de la dette par les médias et de la notoriété grandissante du CADTM Belgique. Ce qui nous amène à être plus sollicités dans des médias différents (presse écrite imprimée, en ligne, audio, visuelle). L'élargissement de cet indicateur aux médias en ligne résulte également de l'évolution du mode de fonctionnement des médias, qui sont de plus en plus orientés vers le web.

MAINTIEN DE 5 ACTIVITÉS RELAYÉES PAR LA PRESSE ASSOCIATIVE ET SYNDICALE BELGES FRANCOPHONES

Cet indicateur, qui était de 5 activités relayées dans la presse associative et syndicale belge francophone, a été maintenu en 2011, puis dépassé en 2012 pour atteindre 10 activités relayées. L'indicateur a été adapté pour l'année 2013 avec un objectif de 10 activités relayées, objectif atteint puisqu'il s'élève à 11 en 2013 (Syndicats, Tribune et ATTAC LIEGE).

V. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)

Les évaluations réalisées sur la période 2011 – 2013 et relevant de l'OS1 ont porté sur:

- l'impact du réseau CADTM dans la presse quotidienne traditionnelle
- le bruit du site internet sur la toile
- la revue trimestrielle du CADTM « Les Autres Voix de la Planète »
- L'Université d'été du CADTM de 2011 et les Rencontres d'été du CADTM en 2012, auxquelles on peut ajouter l'Université d'été de 2013, pour laquelle il n'y a pas eu d'évaluation spécifique, mais dont les questionnaires remplis par les participant-e-s ont apporté un certain éclairage.

Dans un objectif de sensibilisation des citoyens belges francophones, l'utilisation de la **presse quotidienne** peut être un outil efficace, de par sa large diffusion et son électorat massif. Mais plusieurs freins subsistent pour pouvoir y avoir accès : la presse quotidienne est avant un média de réaction à l'actualité, plus que d'analyse de fond. La mise à mal de ce modèle de presse, financé plus par les annonceurs que par les lecteurs, lui vaut aussi de se montrer le plus consensuel possible dans les analyses publiées. Enfin, il s'agit d'un outil de choix pour nombre d'organisations, mais aussi de politiques, d'industriels, et même de citoyens qui veulent voir leurs idées relayées au plus grand nombre. Pour lever ces freins, nous avons travaillé sur plusieurs axes, comme nous le conseillait l'évaluation réalisée en 2011-2012 : améliorer le contact direct avec les journalistes, être plus réactif face à l'actualité, utiliser les cartes blanches au maximum et demander à ce que nos analyses soient reprises sur le site internet lorsqu'elles ne sont pas gardées pour la version papier. Nous pouvons dire que nous avons bien avancé sur chacun de ces points, maintenant une posture proactive envers les journalistes qui s'avère payante (par exemple pour le procès de Jacques de Groote, ancien administrateur du FMI et de la Banque

Mondiale, où nous avons finalement été présents dans plusieurs médias grâce à un travail de relance vers les journalistes des grands médias mais aussi de Belga, relais important pour de nombreux titres de presse). A côté de cela, nous continuons à utiliser les cartes blanches aussi souvent que possible, malgré leur diminution ces dernières années.

Concernant notre **revue trimestrielle**, l'évaluation nous conseillait avant tout d'améliorer la présentation générale afin de rendre plus attractif ce périodique: en plus de nos abonné-e-s, nous le distribuons à chacune de nos activités et dans certains lieux privilégiés où cela est possible. Un effort a donc été réalisé pour rendre le contenu plus attractif, d'abord sur la forme avec des illustrations, une mise en page plus aérée, des articles aux formats variés, mais aussi sur le fond avec des articles abordant des sujets plus variés, toujours en lien avec nos thématiques, mais en équilibrant les sujets Nord et Sud, utilisant notamment le sujet de la dette dans les pays du Nord et le lien entre dette au Nord et au Sud pour amener les lecteurs à s'intéresser aux problématiques Sud, qui ont perdu de leur attrait depuis l'éclatement de la crise au Nord. Dans l'objectif d'améliorer sa diffusion, notamment vers les ONG et autres organisations civiles, nous demandons désormais systématiquement aux organisations qui nous invitent pour des animations ou des formations de prendre un abonnement à la revue. Nous proposons aussi ponctuellement, via notre site internet et les réseaux sociaux, des offres d'abonnement visant à inciter un plus grand nombre à franchir le pas. Une nouvelle évaluation de l'AVP est actuellement en cours.

Le **site internet**, quant à lui, poursuit son évolution, tant sur le fond – qualité et quantité des analyses publiées et reprises, augmentation du nombre de visiteurs – que sur la forme – une refonte graphique du site est prévue pour 2014, et des améliorations sont régulièrement apportées dans la présentation des articles comme dans la navigation. Selon l'évaluation du bruit du site internet du CADTM sur la toile (couvrant la période 2011 – 1er semestre 2012), le site du CADTM est de loin le plus fréquenté parmi les sites traitant de la dette (d'après le *trafic ranking* du site ALEXA). Cette évaluation révèle que *Facebook* est la première interface d'entrée au site du CADTM en terme de nombre de visites sur le site. *« Cela s'explique par le fait qu'un membre de l'équipe permanente poste depuis un certain temps un certain nombre de textes et d'information qui représente une porte d'entrée intéressante lorsque l'on sait le nombre de personnes qui disposent d'un compte Facebook (...) Il en est de même avec Twitter qui permet de faire suivre une question particulière. On constate donc que la stratégie de poster les infos est payante »*.

Enfin, nous continuons d'organiser de **grandes rencontres** telles que l'université d'été et les rencontres d'été, qui attirent un public toujours plus nombreux et plus large, et des questionnaires d'évaluation sont systématiquement distribués lors de ces événements, afin de bien connaître nos forces et nos faiblesses, et de veiller à nous améliorer à chaque édition. En 2014, Le CADTM Belgique organisera les Rencontres D'été au mois de Septembre, et un week-end de formation aux outils pédagogiques en Juin 2014.

L'évaluation portant sur la deuxième Université d'été du CADTM Europe de juillet de 2011 et les Rencontres d'été de 2012 souligne que pour la majorité des participants (environ 60%), ces deux stages résidentiels de formation furent l'un et l'autre la première activité du CADTM à laquelle ils participaient.

« Cela montre que cette formation permet de toucher un nouveau public et donc

d'accentuer la portée du CADTM (...) Dans les répondants, on retrouve 65% pour l'Université d'été et 71% pour les Rencontres d'été de personnes actives dans des structures associatives et militantes. (...). L'impact de ces formations s'étend bien au-delà du milieu militant étant donné que le tout-public représente tout de même 35% (pour l'Université d'été) et 29% (pour les Rencontres d'été) des sondés. On peut donc espérer que le message du CADTM va continuer à être transmis par ces différents participants au-delà de la formation. »

En 2012, la DGD nous demandait d'indiquer à titre informatif notre **programme de publications** pour les années 2013 et 2014. Il était prévu :

- un ouvrage sur le Rwanda et notamment sa politique en matière d'endettement (lié à notre thématique prioritaire sur l'évolution de la dette publique au Sud) : celui-ci a été publié et fonctionne très bien, selon l'éditeur. Il s'agit de *Rwanda, une Histoire Volée. Dette et Génocide*, de Renaud Duterme (bénévole au CADTM Belgique) aux éditions Tribord.
- une brochure sous forme de plaidoyer juridique pour la suspension et l'annulation des dettes illégitimes au Sud et au Nord (le droit international étant notre thématique prioritaire) : publiée en Mars 2013, la brochure *Droits Devants ! Plaidoyer pour l'annulation de toutes les dettes illégitimes* a déjà été rééditée une fois.
- un ouvrage sur le fonctionnement des banques, leur sauvetage par les pouvoirs publics et leur impact sur la dette des États au Nord en faisant le lien avec les sauvetages au Sud (thématique prioritaire) : *Bancocratie*, écrit par Eric Toussaint, sortira en Mai 2014 aux éditions ADEN.
- un ouvrage collectif coordonné par deux bénévoles du CADTM Belgique sur la dette écologique (thématique transversale) : *La Dette Cachée de l'Économie, le Scandale Planétaire*, est sorti aux éditions Les Liens qui Libèrent en Mars 2014.
- un livre consacré à l'impact de la dette sur les femmes (thématique transversale) : ce livre est prévu pour fin 2014 – début 2015
- un livre sur les alternatives à l'austérité (thématique transversale) écrit par Olivier Bonfond, sortira aux éditions ADEN en mai 2014.

En outre, de façon particulièrement réactive par rapport à l'actualité autour du procès de Jacques de Groot, citoyen belge ancien administrateur du FMI et de la Banque Mondiale reconnu coupable de blanchiment, fraude, prise illégale d'intérêts, nous avons publié *Procès d'un Homme Exemple* en Juillet 2013 (thématique prioritaire) qui explique notamment le fonctionnement de la Banque mondiale.

S'ajoute au programme des publications pour 2014 la brochure *Les Chiffres de la Dette 2014*, version remaniée, actualisée et augmentée de la brochure précédemment sortie en 2012 (thématique prioritaire).

Lors des précédents dialogues politiques avec la DGD, il nous avait été demandé de développer les effets de notre éducation au développement sur les groupes cibles détaillant le travail des groupes bénévoles, les profils d'abonnés à l'AVP, la reprise des outils pédas par les bénévoles, l'implication de nos collaborateurs dans l'ACiDe suite à nos formations, mais aussi les liens entre notre réseau international et nos bénévoles. Nous avons tâché de répondre au mieux à cette demande, et cela se retrouve

dans le présent rapport narratif.

Signalons que nous allons entamer très prochainement une réflexion sur nos groupes bénévoles, dans l'objectif notamment de renforcer le sentiment d'appartenance au CADTM Belgique. De cette réflexion devront ressortir des pistes d'action et des décisions qui seront mises en application sur la période 2015-2016.

Objectif spécifique 1 : Les citoyens francophones résidant en Belgique informés des activités du CADTM Belgique se mobilisent pour l'annulation de la dette du tiers-monde

RÉSULTAT 1 : Un nombre plus important de citoyens francophones résidant en Belgique est sensibilisé au problème de la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2013
Augmentation du nombre de citoyens belges qui reçoivent les bulletins électroniques d'information en français du CADTM	2010 : 4135	2011 : 4860 2012 : 5702 2013 : 6257	<p>On comptait 6257 abonnés à la liste « Belgique » du bulletin électronique francophone du CADTM contenant les nouvelles analyses sur la dette et les activités organisées en Belgique. Cette augmentation dans les 3 dernières années est la conséquence logique de la réalisation de nombreuses activités et de la mise en œuvre de certains facteurs d'amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recherche et rédaction d'articles et d'ouvrages (livres et brochures) : en 2013, publication de Les Prêts Toxiques, une Affaire d'Etat ; Rwanda, une Histoire Volée, Dette et Génocide ; Procès d'un Homme Exemplaire ; brochure Dette et Droits Humains. Ces publications sont envoyées systématiquement aux abonnés de notre revue trimestrielle Les Autres Voix de la Planète. - conférences et animations autour de nos ouvrages (3 livres et 2 brochures publiés en 2013) ; - animations et formations liées à la campagne « A qui profite la dette ? », menée avec le CEPAG et la FGTB ; - conférences grand public et conférences-débats avec des invités « médiatiques » ou en liens étroits avec l'actualité (conférence avec David Graeber en 2013, pour la sortie de son livre qui a eu un très gros écho médiatique – 400 personnes dans la salle) ; - diffusion de nos productions par des voies diversifiées (mail, sites alternatifs, grands médias, réseaux sociaux) ; - déplacement de nos experts pour donner des conférences organisées par nos partenaires et des formations au sein d'universités ; - systématisation de la collecte des adresses mails lors de nos activités.
Maintien du nombre de citoyens résidant en Belgique consultant le site du CADTM	1er semestre 2009 : 92770	2012 : 32850, 2013 : 48084	<p>Au 4ème trimestre 2013, on comptait 12021 visiteurs uniques sur le site du CADTM (source : Google Analytics), ce qui par extrapolation nous donnait un nombre de 48084 visiteurs sur l'année, soit une moyenne de 132 visiteurs par jour. NB : nous avons changé de mode de calcul en 2012, pour un compte des visiteurs uniques, plus précis et plus révélateur de la fréquentation du site.</p>

Maintien d'une diversité de supports de diffusion utilisés par le CADTM Belgique	2010 : 6	2011 : 6 2012 : 6 2013 : 6	En 2013, nous avons maintenu la diversité de nos supports pour diffuser nos analyses : livre/brochure, revue, bulletin d'information électronique, diaporama, vidéo, audio. Pour notre programme 2014-2016, nous avons porté ce nombre à 7 supports, y incluant les réseaux sociaux, devenus parties intégrantes de notre stratégie pour atteindre nos publics-cibles.
---	----------	----------------------------------	--

RÉSULTAT 2 : Les citoyens francophones résidant en Belgique ont accès à des stages de formation sur la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2013
Maintien du nombre de stages résidentiels de formation organisés par le CADTM Belgique en Belgique	2009 : 1	2011 : 1 2012 : 1 2013 : 1	<p>Ce stage a bien été organisé une fois par an en juillet 2011 (Université d'été du CADTM Europe), en juillet 2012 (Rencontres d'été du CADTM) et en juillet 2013 (Université d'été du CADTM Europe), à Namur. Cette dernière édition a accueilli 133 participant-e-s résidant en Belgique.</p> <p>NB : à côté de ce séminaire, le CADTM organise annuellement un séminaire sur la dette et les droits humains (voir l'OS 2) ainsi que des stages résidentiels de formation sur le droit international et sur les outils pédagogiques. Ces activités sont subsidiées par la Fédération Wallonie-Bruxelles.</p>
Augmentation du nombre de stages de formation organisés en Belgique par les collaborateurs du CADTM Belgique avec sa participation comme expert sur la dette	2009 : 13	2011 : 13 2012 : 15 2013 : 19	En 2013, nous avons dépassé cet objectif puisque nous en comptabilisons 19. Il s'agit de 9 formations pour les cadres syndicaux (FGTB et CSC), 6 formations pour la CTB, 2 formations pour ITECO, 1 formation pour les animateurs-formateurs d'Annoncer la couleur, 1 formation pour de futurs animateurs d'éducation au développement dans le cadre de la formation « provocateurs-trices de changement ».

RÉSULTAT 3 : Les deux grands quotidiens (Le Soir et La Libre Belgique), la presse associative et syndicale belge francophone diffusent les analyses et les activités auxquelles prend part le réseau CADTM

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2013
Maintien de 7 Références au	2008 : 7	2011 : 7 2012 : 7 2013 : 9	En 2011 et 2012, cet objectif était atteint, avec 7 références aux analyses du CADTM recensées sous forme de tribunes (cartes blanches, ci-dessous désignées CB), entretiens ou articles dans l'édition papier et/ou sur le site internet. En 2013, cet objectif a été dépassé, puisque l'on recense 9

<p>CADTM dans les quotidiens belges Le Soir et La Libre Belgique</p>			<p>références au CADTM dans les 2 grands quotidiens.</p> <p>LE SOIR, 22/01/2013 : « Ne ratifions pas le traité budgétaire européen » - CB collective</p> <p>LE SOIR, 07/03/2013 : « L'adieu à Chavez, géant hors normes » - interview</p> <p>LE SOIR, 24/04/2013 : « Le sauvetage des banques fut-il une opération ruineuse? » - interview</p> <p>LA LIBRE, 13/05/2013 : « Un ex-administrateur belge du FMI coupable de blanchiment ? » - interview</p> <p>LE SOIR, 14/05/2013 : « Offshore, Vendetta et millions Tchèques » - interview</p> <p>LE SOIR, 16/05/2013 : « Pourquoi nos élus ont intérêt à annuler les garanties sur la bad bank DEXIA » - CB CADTM</p> <p>LE SOIR, 06/09/2013 : « Argentine contre Fonds Vautours : la partie se joue également en Belgique » - CB CADTM</p> <p>LE SOIR, 24/09/2013 : « Puis-je faire confiance à mon banquier ? » - interview</p> <p>LE SOIR, 06/11/2013 : « De l'ordre des Templiers à Mario Draghi » - CB CADTM</p> <p>Nous recensons également 2 références au CADTM dans le quotidien L'ECHO : 08/05/2013 : « Le CADTM exige la publication immédiate de la liste des créanciers de DEXIA » et le 20/11/2013 : « Le conseil d'état soutient les garanties de DEXIA ».</p> <p>Ces articles sont reproduits en annexe.</p>
<p>Maintien de 10 activités relayées par la presse associative et syndicale belge francophone</p>	<p>2009 : 5</p>	<p>2011 : 5 2012 : 10 2013 : 11</p>	<p>Cet indicateur, qui était de 5 activités relayées dans la presse associative et syndicale belge francophone, a été maintenu en 2011, puis dépassé en 2012 pour atteindre 10 activités relayées. L'indicateur a été adapté pour l'année 2013 avec un objectif de 10 activités relayées, objectif atteint puisqu'il s'élève à 11 (Syndicats, Tribune et ATTAC LIEGE).</p>

Objectif spécifique 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires

I. Fiche descriptive de l'OS 2

O b j e c t i f s p é c i f i q u e 2	Titre :	Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires		
	Objectif spécifique:	Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires en : - inscrivant l'abolition de la dette du tiers-monde dans le Top 10 des revendications qui figurent dans les déclarations des Forums liés au processus FSM - faisant une déclaration spécifique sur la dette du tiers-monde lors du FSM de 2011 et 2013.		
	Autres organisations impliquées :	Les organisations membres du réseau	Autres financements prévus pour cet objectif spécifique (source de financement et montant)	
	Groupe-cible:	Les mouvements sociaux, les réseaux européens et internationaux participant au processus FSM au sens large (FSM, AMS, Alter summit, le réseau ICAN)	Nombre de bénéficiaires finaux: 189	189 organisations sont membres de la coalition Alter summit. Certaines de ces organisations siègent également dans le Conseil International du FSM

II. État d'avancement de l'OS 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires

L'OS 2 renvoie spécifiquement à l'étape 2 de notre cercle vertueux général qui est le « *Renforcement du mouvement altermondialiste et la consolidation du réseau CADTM* ». Pour atteindre l'OS 2, le CADTM Belgique s'appuie sur son réseau international pour renforcer le mouvement altermondialiste sur la question de la dette. L'objectif in fine est de maintenir l'abolition de la dette du tiers-monde comme une des revendications prioritaires du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international. La mise en

évidence des liens entre la dette du Nord et la dette du Sud vise également dans ce contexte de crise mondiale à maintenir l'attention du mouvement altermondialiste sur la dette du tiers-monde.

L'OS 2 repose sur trois résultats :

- RESULTAT 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées
- RESULTAT 2 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde
- RESULTAT 3 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde

OS 2			
Indicateur	Situation de départ	Prévu	Réalisé
Maintien d'une Déclaration spécifique sur la dette du tiers-monde lors du Forum Social Mondial : à Tunis	1 en 2010	1 en 2013	1 en 2013 – Déclaration de l'Assemblée dette adoptée lors du FSM de Tunis « <i>Soutenons toutes les campagnes d'audits citoyens des dettes pour identifier et annuler sans condition la part odieuse et illégitime de ces dettes et appelons à des audits féministes de la dette qui prennent en compte la dette sociale dont les femmes sont créancières</i> »
Maintien de l'annulation de la dette du tiers-monde dans les dix premières revendications inscrites dans les déclarations des principales rencontres altermondialistes (processus FSM)	3 en 2012	3 en 2013	3 en 2013 – déclaration finale de l'AMS du FSM de Tunis en 2013 « <i>Nous luttons pour l'annulation de la dette illégitime et odieuse qui est aujourd'hui un instrument global de domination, de répression et d'asphyxie économique et financière des peuples.</i> » ¹¹ > charte de Tunis, adoptée au FSM 2013, sur les grands projets inutiles « <i>la réalisation de ces projets inutiles, toujours à charge des budgets publics, produit une énorme dette, ne génère aucune</i>

11 <http://cadtm.org/Declaration-finale-de-l-Assemblee>

			<i>reprise économique, concentre la richesse et appauvrit les sociétés »¹²</i> <i>> Déclaration de l'Assemblée dette « Soutenons toutes les campagnes d'audits citoyens des dettes pour identifier et annuler sans condition la part odieuse et illégitime de ces dettes et appelons à des audits féministes de la dette qui prennent en compte la dette sociale dont les femmes sont créancières »¹³</i>
--	--	--	---

III. Évolutions et réorientations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

En 2011-2013, le réseau CADTM a participé activement au processus FSM et notamment aux deux FSM de Dakar (en 2011) et Tunis (en 2013). Ce processus altermondialiste s'est également renforcé en Europe avec l'émergence du réseau AlterSummit en 2012, dont le CADTM Belgique et ses partenaires en Europe sont partie intégrante en Europe.

En Belgique, le CADTM Belgique est membre du groupe de coordination de l'Altersummit. Notons également l'apparition d'une nouvelle plate-forme D 19-20 rassemblant aussi bien des organisations associatives (dont le CADTM Belgique) que syndicales, ainsi que de nombreux corps de métiers, dont des agriculteurs. L'objectif de cette plate-forme est d'interpeller les politiques sur l'impact négatif des mesures d'austérité sur les citoyens belges et de proposer des alternatives aux niveaux belge et européen. Le CADTM Belgique a poussé au rapprochement de ces deux réseaux : Alter Summit et D19-20 et y est parvenu en 2014. Ces deux réseaux tiennent désormais des réunions communes et mènent des activités d'interpellations communes.

Autre élément marquant dans le bilan de ces 3 dernières années pour le CADTM Belgique et ses partenaires: un travail conséquent a été réalisé sur la dette de certains pays du Sud, particulièrement sur les cas de la Tunisie, de l'Égypte et du Maroc. Des actions importantes ont été menées, qui portent leurs fruits dans ces pays comme en Belgique, sur plusieurs plans : cela nourrit notre éducation au développement (voir plus bas), mais aussi nos actions d'interpellation politique (voir OS 3).

1) L'apport des partenaires du réseau Sud dans l'éducation au développement que mène le CADTM en Belgique

Soulignons que :

¹² <http://cadtm.org/CHARTE-de-TUNIS-adoptee-au-FSM-de>

¹³ <http://cadtm.org/Declaration-de-l-Assemblee-dette>

- L'OS2 représente un pan essentiel dans le travail et l'action du CADTM Belgique, c'est une véritable colonne vertébrale. Les 3 OS sont interdépendants. Nos actions menées dans le Sud, avec nos partenaires et/ou nos collaborateurs sont directement en lien avec les actions que nous menons en Belgique dans le cadre de l'éducation au développement. Notre expertise sur la dette du Sud provient directement de nos partenaires. Il s'agit en effet pour le CADTM Belgique de se nourrir de la situation dans le Sud afin de renforcer sa compréhension de l'endettement au Sud et de transmettre ces nouvelles données sur la dette dans ses activités d'éducation au développement en Belgique. Ce travail des partenaires Sud nous permet donc d'affiner notre analyse et de donner plus de poids à nos interpellations politiques, à nos activités d'ED en Belgique et au niveau international et à nos interventions dans les médias.
- nous sommes le seul réseau international sur la dette. Les autres réseaux qui existent sont spécifiquement régionaux. Notre présence dans les mouvements sociaux à l'international, ainsi que dans les grandes rencontres altermondialistes est donc essentielle pour maintenir la thématique de la dette dans les prises de positions et revendications de ces mouvements.
- le réseau CADTM est plus large que ce qui est présenté dans le programme DGD. En effet, seules les activités menées par nos partenaires ayant un lien direct avec l'ED du CADTM Belgique en Belgique sont mentionnées dans les programmes et rapports DGD.
- le CADTM Belgique ne finance pas les organisations membres du réseau CADTM. C'est pourquoi les programmes 2011-2013 mais aussi 2014-2016 ne comportent aucun volet Sud : il s'agit de l'organisation d'activités par le réseau au Sud qui contribuent à améliorer nos activités d'ED en Belgique. Pour information, une grande partie de ces activités sont financées par le CNCD.
- notre contribution financière pour appuyer les activités du réseau Sud ayant un impact sur notre ED en Belgique est minime dans le budget global de ces activités organisées par les partenaires Sud.
- Le réseau nous apporte une nouvelle publication : il s'agit du manuel sur les audits de la dette, élaboré en 2012 et 2013 sous la coordination de Maria-Lucia Fatorelli (représentante de l'audit citoyen du Brésil, organisation membre du réseau CADTM). Ce manuel a été publié en espagnol en 2013 pour être diffusé en Europe. Sa traduction en français, notamment pour diffusion en Belgique, est prévue pour la fin 2014.

2) Le renforcement de la coordination du réseau CADTM et les relations entre le CADTM Belgique et ses partenaires du réseau

En 2011, le réseau CADTM s'est structuré en sous-réseaux continentaux dotés chacun d'une coordination. L'objectif est de s'autonomiser et d'être plus efficace dans notre représentation et nos déplacements. Nous privilégions en effet l'envoi de délégués provenant de la région où se déroule un rencontre altermondialiste ou une conférence sur la dette. Ce qui nous permet de rationaliser les coûts de déplacements et l'impact écologique que de tels déplacements peuvent avoir.

Ce processus d'autonomisation visant à plus d'efficacité s'est encore renforcé en 2013. En mai 2013, lors de l'Assemblée mondiale du réseau à Bouznika, au Maroc (qui s'est tenue à la suite de l'université de Printemps d'ATTAC/CADTM Maroc), le réseau CADTM a notamment décidé de :

- créer un Conseil International (CI) du CADTM, organe de coordination entre les 3 structures continentales (Afrique, Ayna - Amérique du Sud et Caraïbes - et Europe) qui comprend également un délégué du CADTM/Asie (qui n'est pas encore dotée d'une structure de coordination continentale).
- D'opter pour la mise en place d'un Secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc.



Organigramme du réseau CADTM INTERNATIONAL

Ces deux décisions ont un impact direct sur notre programme DGD 2014-2016 puisque nous avons programmé deux nouvelles activités :

- « assurer avec ATTAC/CADTM Maroc le fonctionnement du SI partagé » (résultat 1, activité 1 du programme 2014-2016)
- « faciliter la communication interne du réseau international par la gestion des outils de communication et la coordination entre les réseaux continentaux du CADTM par la co-organisation annuelle des Conseils Internationaux du réseau CADTM ». (activité 7 du résultat 1 du programme 2014-2016)

3) Processus FSM et mouvements sociaux

Le Forum Social Mondial (FSM) s'est tenu en mars 2013 à Tunis. Le réseau CADTM y

est intervenu très activement (voir la liste des ateliers co-organisés ci-dessus). Les membres du CADTM en Tunisie (RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) et du Maroc (ATTAC-CADTM Maroc) ont un rôle de tout premier plan notamment dans la préparation et le déroulement de l'assemblée mondiale des mouvements sociaux (AMS).

Pas moins de 9 ateliers sur la dette ont été co-organisés par le CADTM, ainsi que 3 assemblées. Voir le tableau à la fin de la partie narrative de l'OS 2.

Les résultats de notre participation au FSM de Tunis ont été nombreux :

- une forte participation des citoyens inscrits au FSM aux ateliers sur la dette comme le souligne cet article d'un envoyé spécial d'un journal français « *S'il est une thématique qui remplit les ateliers du Forum social mondial sur le campus de l'université El Manar de Tunis, depuis le 26 mars, c'est bien celle de la dette. Pour écouter les intervenants, mieux vaut arriver en avance : les salles sont combles, les débats passionnés*¹⁴ ».
- de nombreux articles du réseau CADTM ont été publiés sur plusieurs sites alternatifs et sur les réseaux sociaux¹⁵ ;
- des interviews réalisées par le CADTM Belgique pour notre revue et notre site¹⁶ ;
- l'impact dans les médias, en Tunisie comme dans d'autres pays, a été très important.
- des rencontres avec des chercheurs égyptiens comme Mahinour Al Badrawi du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux. Cette dernière est devenue une collaboratrice du CADTM Belgique. Invitée par le CADTM Belgique, elle est intervenue en novembre 2013 en Belgique comme conférencière dans le cadre de plusieurs activités organisées par le CADTM Belgique. Voir plus bas au Résultat 3 de l'OS 2. Nous l'avons également sollicitée pour formuler des questions et un argumentaire pour l'annulation de la dette égyptienne en vue d'une interpellation du représentant de la Banque Mondiale en Belgique (voir l'OS3). Enfin, nous avons organisé une rencontre avec les bénévoles de Belgique, dans un objectif de formation, comme nous le faisons systématiquement avec les invités internationaux.
- la déclaration de l'assemblée dette dans laquelle figure nos revendications telles que l'annulation de la dette odieuse et la mise en place d'audits de la dette, et qui nous sert d'appui dans notre interpellation politique en Belgique et en direction des parlementaires européens
- des réunions avec des partis politiques d'Europe (dont la Belgique) et d'Afrique du Nord notamment dans le cadre de la Rencontre euro-méditerranéenne qui s'est déroulée avant le FSM à Tunis¹⁷. En Belgique, nous avons par la suite poursuivi la

14 <http://cadtm.org/La-dette-point-nodal-des-debats-du>

15 <http://cadtm.org/Le-Forum-Social-au-contact-d-une> ; <http://cadtm.org/Eric-Toussaint-a-Tunis-II-faut>

16 <http://cadtm.org/Le-Forum-Social-au-contact-d-une> ; <http://cadtm.org/FSM-Entretien-avec-Fathi-Chamkhi>

17 <http://cadtm.org/Tunis-Un-front-commun-d.8959>

Grâce au travail de notre partenaire RAID-ATTAC-CADTM Tunisie, s'est tenue la première « **Rencontre méditerranéenne de Tunis contre la dette, les politiques d'austérité et la domination étrangère, pour une méditerranée libre, démocratique, sociale, solidaire et respectueuse de l'environnement** ». Une vingtaine de formations politiques y participent en répondant à l'invitation lancée par le Front populaire de Tunisie (au sein duquel

collaboration avec une sénatrice belge présente à Tunis notamment sur la question des fonds vautours. Voir l'OS 3.

- des interpellations en Belgique en direction du Premier Ministre et du Ministre des finances sous forme de lettre ouvertes sur l'annulation des créances belges sur la Tunisie et des questions parlementaires (voir OS 3) ;
- Le lien a été fait avec notre campagne « A QUI PROFITE LA DETTE ? » en Belgique, puisque la FGTB était présente au FSM et nous avons organisé un atelier sur ce thème ensemble.
- Le 22 juin 2013, le CADTM Belgique a été invité comme personne ressource à Bruxelles à une réunion organisée par la diaspora tunisienne sur le thème du moratoire et de l'audit de la dette tunisienne.
- Le 1er novembre 2013, le CADTM Belgique est intervenu comme conférencier à Tournai sur le thème de la dette publique en Tunisie. Les organisateurs de cette conférence ont ensuite lancé en 2014 un groupe d'audit local de la dette à Tournai (cf OS 1).
- Ce FSM a été couplé avec la tenue d'un conseil international du FSM, afin de profiter de la présence des membres et de minimiser les coûts de transports pour les organisations et l'impact écologique de tels déplacements.
- Le FSM, où un grand nombre de membres du réseau CADTM sont présents, est aussi l'occasion pour nous d'organiser un certain nombre de réunions stratégiques du réseau CADTM, dont une réunion de réseau quotidienne sur notre présence au FSM, une réunion sur les tâches du secrétariat international et une réunion au cours de laquelle les délégués des organisations du réseau Sud nous présentent la situation d'endettement de leurs pays et les grands enjeux (comme la guerre au Mali, la reconstruction en Haïti, etc).

Dans la continuité du travail démarré en 2012 lors de la création de **l'AlterSummit**, le CADTM Belgique a maintenu son implication dans ce nouveau réseau européen, apportant son expertise sur le sujet de la dette. En y maintenant notre présence et notre implication, nous nous assurons également que nos analyses et revendications sont bien reprises dans les déclarations du réseau. Un parallèle entre la situation de la dette au Nord et au Sud est constamment fait et l'audit citoyen de la dette est mis en avant comme un outils prioritaire d'action. En 2013, la dette reste une des 4 priorités de ce processus.

Quatre grandes rencontres altermondialistes ont eu lieu en 2013, à Zagreb, Athènes, Amsterdam et Bruxelles. D'autre part, le CADTM Belgique est un membre actif de la coordination belge de l'AlterSummit, participe à ses réunions, y apporte ses revendications sur la dette. Soulignons ici que « Altersummit » est le plus grand rassemblement européen des syndicats, ONG et mouvements sociaux qui propose des alternatives aux mesures d'austérité prises par les institutions européennes. Avoir une seule voix en Europe sur ces matières est très important pour peser davantage sur les décisions qui sont prises au niveau européen.

sont actifs les bénévoles de RAID ATTAC CADTM Tunisie). Le CADTM Belgique y est associé pour apporter son point de vue sur le combat pour l'annulation de la dette odieuse et illégitime. Le Manifeste final reprend largement sur cette question le point de vue développé par le CADTM.

Autres réseaux auxquels participe le CADTM Belgique :

- Le réseau **ICAN (International Citizen Debt Audit Network)**, lancé en 2012, dans lequel le CADTM Belgique joue un rôle moteur en raison de son expertise sur le sujet de la dette et de l'audit. Ce réseau fait concrètement le lien entre le système dette au Nord et au Sud, puisqu'il est composé d'organisations européennes (Belgique, France, Espagne, Portugal, Grèce, Irlande...) et de Nord-Africaines (Tunisie, Egypte). En 2013, le réseau s'est doté d'un site internet, et poursuit son travail de sensibilisation, mais aussi de partage de recherches, d'analyses et d'outils.
- Le réseau européen **Blockkuppy**, qui questionne le rôle des institutions européennes, et particulièrement celui de la Banque Centrale Européenne (BCE). Dans ce cadre, des permanents du CADTM Belgique ont co-organisé et animés 2 ateliers sur l'audit de la dette à Francfort, en mai et novembre 2013.
- La plate-forme **D19-20** dans laquelle le CADTM Belgique porte ses revendications et alternatives au sujet de la dette. Nous avons participé comme conférencier à une plénière d'ouverture à Bruxelles lors des journées d'action et à un atelier sur l'audit de la dette en Europe et l'expérience que les pays du Sud peuvent apporter. Plus de 300 personnes ont assisté à cette plénière le 18 Novembre 2013.
- Le **Contre G-20** qui s'est tenu à St Petersburg le 4 Septembre 2013, et auquel un permanent du CADTM Belgique s'est rendu afin d'y participer à 2 ateliers, sur les politiques d'austérité au Nord, faisant le lien avec les plans d'Ajustement Structurels au Sud, et sur les banques et l'annulation des dettes illégitimes. L'événement du Contre G20 était fondamental pour faire entendre la voix des organisations de la société civile et des mouvements sociaux depuis différentes parties du monde. Ces organisations ont représenté des mouvements paysans, des travailleurs et travailleuses, des communautés indigènes.

Dans tous ces réseaux, complémentaires entre eux, le CADTM Belgique a renforcé les convergences entre les différents mouvements qui luttent aux côtés des citoyens/citoyennes et des peuples. C'est dans cet esprit qu'il collabore activement avec les réseaux internationaux ATTAC, Via Campesina, Marche mondiale des femmes, ICAN, Jubilé Sud, Latindadd, avec de nombreux syndicats, et bien d'autres. C'est pour cela également qu'il participe activement dans un esprit constructif au Forum social mondial, à l'Altersummit (en Europe), aux différents contre-sommets. C'est en accord avec cette démarche qu'il appuie et s'insère dans des mouvements de base citoyens tels que les Indignés, Occupy.

Dans toutes ces mobilisations, le thème de la dette occupe une place importante avec notamment la revendication de l'audit de la dette qui constitue depuis des années la stratégie principale du réseau CADTM. L'inscription de l'audit de la dette est une conséquence de l'implication du réseau CADTM dans les grandes rencontres altermondialistes internationales, européennes et belges. C'est pourquoi nous poursuivons cette stratégie, qui se retrouve notamment au cœur de notre programme 2014-2016, qui porte pour titre « Faire de l'audit de la dette et de l'annulation des dettes illégitimes une question transversale du débat de sortie de crise au Sud comme au Nord ».

L'atteinte des objectifs de ce programme passera en grande partie par un important travail d'éducation au développement en Belgique sur les thématiques de la dette, de l'audit de la dette et des dettes illégitimes. Ce travail qui se nourrit de l'expertise que nous avons acquise au contact de nos partenaires et collaborateurs à l'international, au Nord comme au Sud, dont certains travaillent sur ces questions depuis fort longtemps, comme

l'Équateur qui a réalisé un audit de sa dette externe publique en 2009 (auquel le CADTM Belgique a participé) ou le Brésil, où les mouvements sociaux ont lancé une grande campagne d'audit citoyen de la dette il y a plusieurs années. En Europe et Méditerranée, le CADTM Belgique travaille au côté d'autres campagnes d'audit, notamment au sein du réseau ICAN, qu'il a largement contribué à créer et dans lequel la campagne d'audit de la dette en Belgique est présente. Tout ce travail en réseau à l'international nourrit et nourrira encore considérablement notre éducation au développement en Belgique.

En 2014, il n'y aura pas de FSM. Le prochain se tiendra en 2015, de nouveau à Tunis. Nous nous adapterons à ce contexte sachant que notre conception du mouvement altermondialiste va bien au-delà du FSM (comme nous l'expliquons dans le programme 2014-2016).

La période 2011 – 2013 est marquée par une nette évolution par rapport au précédent programme, qui s'établissait dans un contexte de crise au Nord, et qui à ce moment nous a amené à élargir notre champ de travail et à développer une analyse plus poussée sur la situation d'endettement des pays occidentaux. Cette attitude s'est avérée payante, puisque grâce à cela nous avons considérablement augmenté notre impact en éducation au développement en Belgique, en donnant plus de formations et d'animations auprès de nos collaborateurs et des citoyens belges (cf OS 1). Nous avons également pu développer notre impact médiatique (cf OS 1). Ces trois dernières années, nous avons insisté sur le parallèle qui existe entre l'endettement au Sud et au Nord. Cela a pu être possible grâce au travail de nos partenaires membres du réseau, et grâce aux réunions internationales telles que le FSM.

Pour les trois prochaines années, il s'agira d'avancer plus concrètement vers l'annulation des dettes des pays du Sud en faisant de l'audit de la dette et du concept de dette illégitime des outils de mobilisation pour annuler la dette illégitime des pays du Sud.

IV. Adaptations éventuelles dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

a) Concernant le résultat 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées

MAINTIEN DU NOMBRE DE PRISES DE POSITION ÉCRITES DU CADTM INTERNATIONAL ET DES STRUCTURES CONTINENTALES DU CADTM (AFRIQUE, ASIE DU SUD, AMÉRIQUE-LATINE-CARAÏBES ET EUROPE)

Suite au constat en 2012 d'une baisse des prises de positions écrites du CADTM International et des structures continentales (qui s'explique notamment par une augmentation des productions du réseau Sud), nous avons ajusté l'indicateur vers le maintien de 14 prises de positions écrites. L'objectif est atteint en 2013 puisque l'on en dénombre 15.

AUGMENTATION DU NOMBRE DE PRODUCTIONS DU RESEAU SUD

Nous avons augmenté en 2012 nos objectifs liés à l'indicateur portant sur le nombre de productions du réseau Sud. Nous sommes ainsi passés d'un objectif de 41 productions en 2012 à un objectif de 53 en 2013 (porté à 58 en 2014, 63 en 2015 et 68 en 2016 dans notre programme 2014-2016).

Cet objectif est bien atteint en 2013, puisque nous totalisons 55 productions des membres du réseau Sud. Cette augmentation par rapport à 2011 résulte de la combinaison de plusieurs activités destinées à renforcer l'expertise et les capacités matérielles du réseau au Sud, comme celles organisées en 2013 :

- le 5^{ème} séminaire international du CADTM AYNA organisé avec la PAPDA à Port-au-Prince (Haïti) du 29 octobre au 4 novembre 2013. L'objectif principal de cette activité était de soutenir les luttes du peuple d'Haïti. Durant 4 jours, 3 activités publiques ont été réalisées dont 2 conférences et une conférence de presse. Des réunions ont également été tenues avec des représentants des mouvements sociaux, des organisations de femmes et des partis politiques,. A cette occasion, la coordination et l'organisation du travail du réseau pour 2014 ont également été discutées.
- le Séminaire international "Le système dette dans le contexte national et international" organisé du 11 au 13 novembre 2013 à Brasilia (Brésil) par le CADTM AYNA en collaboration avec Auditoria Ciudadana de la Deuda. Cette activité s'est tenue à l'occasion du lancement du Manuel d'audit de la dette auquel le CADTM AYNA a activement participé. Le premier jour s'est tenue une audience publique au sein du Sénat du Brésil avec la participation des membres du réseau CADTM. Les 2 jours suivants, un Séminaire s'est tenu à l'Université Nationale de Brasilia . Ce séminaire a porté sur la conjoncture actuelle du système dette et l'utilité de l'audit de la dette comme outil au service des mouvements et organisations sociales.
- le Séminaire "Audit et Dette en Colombie" organisé le 11 décembre 2013 par le Réseau CADTM AYNA et Fenasibancol à Bogota (Colombie). L'activité a permis la réorganisation de la campagne "En deuda con los derechos" ("En dette avec les droits") en Colombie. Le matériel et les leçons pratiques contenues dans le Manuel d'audit de la dette ont été partagés. Les possibilités d'organiser une campagne en

faveur de l'audit en Colombie ont également été discutées. L'événement a compté sur la participation d'universitaires, d'étudiants et de représentants des mouvements sociaux.

MAINTIEN DE LA DIVERSITE DES MOYENS DE COMMUNICATION MIS A DISPOSITION DES MEMBRES DU RESEAU (MAILING LISTS, BULLETIN DE LIAISON, REUNIONS SKYPE, TELEPHONE)

b) Concernant le résultat 2 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

MAINTIEN DU NOMBRE DE REPRISES D'ARTICLES DU RESEAU CADTM SUR LES GRANDS SITES ALTERNATIFS

Au cours de l'année 2013, nous recensons 390 reprises d'articles dans une sélection de grands sites alternatifs identifiés par le CADTM. Nous avons donc légèrement dépassé notre objectif qui était de 377 par an.

Nous adapterons alors l'objectif pour le prochain programme, le portant à 390 avec un maintien pour 2014 – 2016.

c) Concernant le résultat 3 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde

MAINTIEN DU NOMBRE DE RESPONSABLES D'ORGANISATIONS COLLABORANT AVEC LE RÉSEAU CADTM (15), QUI PARTICIPENT AUX FORMATIONS DE L'OID (OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE LA DETTE)

L'OID (Observatoire International de la Dette) a cessé toute organisation d'activité. Sa fonction consiste à présent à relayer les informations et les analyses sur la dette via son site internet. Pour cette raison, l'OID n'apparaît plus dans le programme 2014 – 2016 du CADTM. Le résultat 3 devient :

Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur l'audit de la dette et la notion de dette illégitime

L'indicateur relatif aux formations de l'OID est remplacé par :

Maintien du nombre de responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM qui participent aux Séminaires de formation sur l'audit et la dette illégitime co-organisés en Europe et au Sud par le réseau CADTM.

V. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)

Les évaluations réalisées sur la période 2011 – 2013 et relevant de l'OS1 ont porté sur:

- la faisabilité du transfert du secrétariat international au Maroc
- l'impact du réseau CADTM dans la presse alternative sur la période 2010-2011-1er semestre 2012
- la revue trimestrielle du CADTM « Les Autres Voix de la Planète »

1) Sur la mise en place du secrétariat international partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc

Pour rappel, la question de l'opportunité du « transfert » du secrétariat international du réseau CADTM (assumé depuis 1990 par le CADTM Belgique) était à l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale du réseau en 2008. Le principe de rotation du SI a ensuite été inscrit dans la Charte de fonctionnement du réseau adoptée en janvier 2009 en marge du FSM de Belem. Lors de l'assemblée mondiale du réseau qui s'est tenue à Liège en Belgique en novembre 2010, ATTAC/CADTM Maroc s'est porté candidat pour accueillir le Secrétariat international. Une étude de faisabilité du transfert du secrétariat international a alors été demandée à Françoise Mulfinger, experte indépendante et s'est déroulée entre janvier 2011 et mars 2013.

Parmi les options proposées dans cette étude, celle qui a été retenue lors de la dernière Assemblée mondiale du réseau CADTM qui s'est déroulée à Bouznika (Maroc) en 2013, est la mise en place d'un SI partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc.

Ce choix constitue une étape importante vers l'autonomisation des partenaires Sud. Pour le réussir, le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc veillent à l'application de la motion sur le SI partagé adoptée lors de cette Assemblée mondiale du réseau¹⁸. Comme indiqué dans cette motion, le CADTM Belgique apportera sur les 3 prochaines années du programme (2014-2016) une aide à ATTAC-CADTM Maroc pour assurer les tâches relevant de la responsabilité du secrétariat international partagé.

Soulignons que parmi les tâches à gérer et à réaliser en concertation étroite entre les deux pôles du SI figurent les prises de positions politiques, les déclarations et les communiqués de presse, les entretiens (interviews) engageant le mouvement du CADTM sur le plan international.

Nous donnons ici la liste de tâches confiées respectivement à ATTAC-CADTM Maroc et au CADTM Belgique dans le cadre du SI partagé.

Tâches attribuées à ATTAC-CADTM Maroc au sein du SI partagé :

- les relations avec le processus du Forum social mondial, avec l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux et différents partenaires mondiaux dont le mouvement ATTAC international, Jubilé Sud, le Forum mondial de l'eau. Le CADTM Belgique apportera sa collaboration.
- la recherche de synergies avec la Via Campesina et la [MMF](#) (mouvements qui

¹⁸ Lire la motion comportant le partage des responsabilités entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc ici <http://cadtm.org/Motion-sur-le-Secretariat>

- sont en discussion sur le transfert de leur SI). À noter que le pôle CADTM Belgique peut collaborer notamment en ce qui concerne les contacts avec la MMF ;
- la collaboration étroite avec la coordination Afrique- dont ATTAC-CADTM Maroc fait partie- ainsi qu'avec les coordinations CADTM Europe, d'Amérique latine et Caraïbes et d'Asie ;
 - le renforcement des activités du CADTM en Afrique et particulièrement le développement de celles-ci en Afrique du Nord et au Moyen Orient ;
 - le site CADTM international en arabe (maintenance, développement, diffusion avec éventuellement un bulletin électronique en arabe) ;
 - la formation internationale aux problématiques de la dette, des institutions internationales, des alternatives à la crise du capitalisme patriarcal et productiviste (en co-responsabilité avec le CADTM Belgique) ;
 - la recherche de financement pour les tâches assumées par ATTAC-CADTM Maroc dans le cadre du Secrétariat international partagé ainsi que la tenue de la comptabilité relative à ce financement et la prise en charge de toutes les responsabilités qui en découlent (rédaction des rapports d'exécution, sauvegarde de toutes les pièces justificatives et comptables...). Le CADTM Belgique apportera une aide à ATTAC-CADTM Maroc en visant à ce que cette dernière soit à même d'assumer entièrement cette responsabilité ;
 - la relance de la revue de l'association en langue arabe ainsi que la promotion d'articles de réflexion ainsi que la production et la diffusion d'ouvrages thématiques notamment en langue arabe, et la diffusion d'articles traduits vers l'arabe et de l'arabe vers le français.

Tâches attribuées au CADTM Belgique au sein du SI partagé :

- la poursuite de la recherche de synergies en Europe, notamment la coordination Europe du CADTM – dont le CADTM Belgique fait partie – ainsi qu'avec les coordinations du CADTM d'Afrique, d'Amérique latine et Caraïbes- et avec l'Asie ;
- la gestion du site internet www.cadtm.org en FR (français), ESP (espagnol), EN (anglais) et PT (portugais) ;
- la préparation et la production de la revue du CADTM en FR et des bulletins électroniques en FR, en ESP et en EN ;
- la publication d'ouvrages en FR, en EN et en ESP ;
- la formation internationale aux problématiques de la dette, des institutions internationales, des alternatives à la crise et au capitalisme patriarcal et productiviste (en co-responsabilité avec ATTAC-CADTM Maroc) ;
- l'organisation des deux prochaines AG mondiales en collaboration étroite avec ATTAC-CADTM Maroc ;
- la recherche de financement pour les tâches assumées par le CADTM Belgique dans le cadre du Secrétariat international partagé ainsi que la tenue de la comptabilité relative à ce financement et la prise en charge de toutes les responsabilités qui en découlent (rédaction des rapports d'exécution, sauvegarde de toutes les pièces justificatives et comptables...) ;
- le CADTM Belgique apportera un appui technique et méthodologique à ATTAC-CADTM MAROC.

Notons toutefois que des faits survenus après l'Assemblée mondiale de 2013 compliquent le processus de mise en place du SI partagé tel qu'adopté dans la motion sur le partage des responsabilités. Voir également la partie générale du présent rapport.

En 2013, après la tenue de la dernière Assemblée mondiale du réseau CADTM, le travail d'ATTAC-CADTM Maroc a été gravement entravé par l'attitude des autorités politiques marocaines. En effet, ATTAC-CADTM Maroc s'est vu retiré en avril 2014 son droit d'utiliser l'amphithéâtre de la Faculté de droit à Rabat pour tenir son congrès national. De plus, les autorités refusent toujours de recevoir le dossier de renouvellement de l'agrément d'ATTAC-CADTM Maroc¹⁹.

Ces pressions politiques ont été analysées puis débattues par les délégués du premier Conseil International (CI) du réseau CADTM qui s'est tenu à Rabat du 15 au 17 avril 2014. Un point important à l'ordre du jour portait en effet sur le bilan de l'application de la motion sur le secrétariat international partagé

Face à la gravité des faits décrits ci-dessus tout en tenant compte du fait qu'ATTAC-CADTM Maroc a déjà accompli une série de tâches correspondant à la motion du SI partagé depuis l'Assemblée mondiale de mai 2013, le CI du CADTM International a décidé de :

- revoir à la baisse les tâches à réaliser par ATTAC-CADTM Maroc et de renforcer l'aide des autres structures continentales du réseau CADTM à certaines de ses tâches. Ainsi, une déléguée du CADTM AYNA et une déléguée du CADTM Europe ont en charge conjointement avec une déléguée désignée par ATTAC-CADTM Maroc les relations avec le réseau MMF. Le CADTM AYNA a pris la responsabilité de la collaboration du réseau CADTM avec le réseau Jubilé Sud (Amérique latine).
- confie au prochain CI du CADTM (en 2015) le mandat de prendre une décision sur le SI partagé sur base de l'évolution au Maroc (poursuivre le processus en revoquant ou non les tâches du SI partagé ou bien arrêter le processus).

2) L'impact du réseau CADTM dans la presse alternative sur la période 2010 – 2011 – 1er semestre 2012

De manière globale, le bilan de ces évaluations était très positif pour le CADTM Belgique, et les recommandations faites par les évaluateurs et évaluatrices ont été respectées. Parmi celles-ci, concernant la présence du CADTM Belgique dans la presse traditionnelle et dans les médias alternatifs, les recommandations nous poussaient à approfondir nos liens et nos contacts avec les journalistes, ce qui a notamment pu être fait grâce à l'arrivée dans l'équipe d'un responsable de la communication, et qui peut se mesurer dans l'augmentation de nos indicateurs à ce niveau, et dans le nombre relativement important d'articles repris dans les médias alternatifs en ligne. Cela se mesurera d'autant mieux pour l'année 2014, car les liens créés avec certains nouveaux sites alternatifs ayant pris beaucoup d'importance ces dernières années comme Mediapart et Basta! nous permettent d'obtenir une couverture médiatique toujours plus large. En effet, ces deux sites d'information en particulier, de par leur mode de fonctionnement et leur contenu, restent « alternatifs », mais attirent un grand nombre de visiteurs francophones qui ne sont pas nécessairement des lecteurs de presse alternative, associative et syndicale, mais plutôt des citoyens en quête de journalisme indépendant (au regard des annonceurs et des actionnaires par exemple).

3) Évaluation de la revue « Les Autres Voix de la Planète »

¹⁹ Lire le communiqué d'ATTAC-CADTM Maroc sur <http://cadtm.org/Communique-du-Conseil-de>

Concernant notre revue trimestrielle, nous veillons à valoriser les analyses des auteurs du réseau au Sud sur nos thématiques prioritaires, et dorénavant nous profitons systématiquement de notre présence dans les grandes rencontres altermondialistes pour écrire des analyses et pour mener des entretiens avec les membres du réseau présents. Nous veillons également à maintenir un équilibre dans nos analyses, en produisant des articles ayant comme angle d'attaque la dette au Nord, afin de susciter l'intérêt des citoyens au Nord sur la problématique de la dette. Une évaluation en interne de la revue est actuellement en cours.

4) Sur la méthodologie du CADTM Belgique

Les activités menées dans le cadre de l'OS2 sont larges et reposent à la fois sur la présence du CADTM Belgique dans les réseaux altermondialistes internationaux et sur l'existence du réseau CADTM International. Le travail mené par le CADTM Belgique dans ce cadre nous permet deux choses essentielles, qui sont, d'une part, de porter nos thématiques, analyses et revendications au niveau du mouvement altermondialiste européen et international (FSM, AlterSummit, etc) et, d'autre part de nous inspirer des expériences menées par d'autres organisations (notamment celles rassemblées dans ICAN) et par les organisations membres du réseau CADTM International (aujourd'hui 36 organisations réparties dans 33 pays, sur 4 continents). Ces activités nous permettent ainsi d'actualiser nos connaissances sur la dette et sur les expériences à l'étranger. Ce qui contribue de manière essentielle à améliorer nos activités d'ED en Belgique.

Que ce soit dans les rencontres internationales des mouvements sociaux ou au sein du notre propre réseau, lorsque nous prenons la parole en public ou lorsque nous produisons des analyses, nous veillons à toujours bien faire le lien entre le Sud et le Nord, entre la situation de crise financière que connaissent aujourd'hui les pays du Nord, et la crise de la dette que connaissent les pays du Sud depuis plus de 30 ans, en inscrivant cela dans une situation de crise globale (financière, économique, sociale politique, écologique). Cela est possible grâce aux activités menées dans le cadre de l'OS2. Les déclarations qui ressortent de ces grandes rencontres altermondialistes nous servent ensuite dans le cadre de notre ED et de nos interpellations politiques en Belgique.

5) Évaluation à venir en 2014

Au cours du prochain programme 2014-2016, le CADTM Belgique a décidé de commander une seule évaluation externe (comme nous l'avons également indiqué dans la partie générale du présent programme). Celle-ci portera sur deux aspects importants de la stratégie du CADTM Belgique qui sont étroitement liés :

- le fonctionnement du SI du réseau partagé entre le CADTM Belgique et ATTAC-CADTM Maroc, qui a été discuté lors du conseil international des 15, 16 et 17 avril 2014 et dont la mise en place se poursuit. Il s'agira donc d'évaluer ici le suivi de la mise en œuvre de la motion sur le SI partagé adoptée par l'AMR en 2013 mais aussi son impact sur les partenaires Sud du réseau, sur les collaborateurs du réseau CADTM et sur l'action d'éducation au développement du CADTM en Belgique. Cette évaluation s'inscrit logiquement dans le prolongement de l'étude de faisabilité sur le transfert du SI du réseau, commandée sous l'ancien programme 2011-2013.
- l'impact des activités internationales menées par le CADTM Belgique et ses partenaires Sud dans le cadre du mouvement altermondialiste aux niveaux européen et international. Il s'agira ici d'évaluer l'impact de ce travail international sur l'action d'éducation au développement du CADTM en Belgique et sa durabilité

conformément aux recommandations de la méta-évaluation de l'Évaluateur spécial.

Cette évaluation externe portera sur toute l'année 2014 et le 1er semestre 2015. Elle servira à nous orienter dans la prise des décisions futures (à partir de 2016) concernant notre stratégie au sein du mouvement altermondialiste international et au sein de notre réseau, en lien systématique avec notre activité d'éducation au développement en Belgique. Cette évaluation, qui sera finalisée dans le courant du deuxième semestre 2015 servira à court terme à préparer l'Assemblée mondiale du réseau du CADTM qui aura lieu en 2016.

Objectif spécifique 2 : Le mouvement altermondialiste, aux niveaux européen et international, maintient l'abolition de la dette du tiers-monde dans ses dix revendications prioritaires

RÉSULTAT 1 : L'expertise et les capacités matérielles du réseau CADTM sont renforcées

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2013
<p>Maintien de 14 prises de positions écrites du CADTM International et des structures continentales du CADTM (Afrique, Asie du Sud, Amérique Latine – Caraïbes et Europe)</p>	<p>2009 : 17</p>	<p>2011 : 20 2012 : 14 2013 : 15</p>	<p>L'objectif est atteint car nous comptabilisons 15 prises de positions écrites par le CADTM International ou par les sections continentales du réseau. L'objectif avait été revu à la baisse en 2012 (il était alors de 22 prises de positions écrites), et nous constatons que cet objectif est bien plus réaliste, notamment en regard du second indicateur (augmentation du nombre de productions du réseau Sud), qui lui a augmenté et pour lequel nous maintiendrons l'augmentation.</p> <p><u>Prises de positions écrites par le CADTM International</u> (il s'agit d'une tâche du Secrétariat International du réseau CADTM, et en vue de la mise en place d'un SI partagé, cette tâche est coordonnée par le CADTM Belgique et ATTAC/CADTM Maroc – voir plus bas la répartition des tâches du SI partagé) :</p> <p>Le CADTM dénonce l'action de la Banque Mondiale aux Philippines et appelle à une suspension immédiate du remboursement de la dette du pays</p> <p>Communiqué de solidarité avec les victimes des micro-crédits</p> <p>Le CADTM dénonce l'invasion de l'ERT par les forces de police grecques</p> <p>Grèce : coup de force du gouvernement et de la Troïka</p> <p>Motion de solidarité avec le peuple d'Haïti</p> <p>Motion sur la république démocratique du Congo</p> <p>Motion sur le Mali</p> <p>« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde »</p> <p>Le CADTM exige la restitution à la population tunisienne de l'argent détourné par le clan Ben Ali et l'annulation de la dette odieuse de la Tunisie</p> <p>La Belgique doit annuler la dette odieuse tunisienne</p> <p><u>Prises de positions écrites par le CADTM Afrique</u></p> <p>Le réseau CADTM Afrique condamne l'intervention militaire de la France et de ses alliés au Mali</p> <p><u>Prises de positions écrites par le CADTM AYNA</u></p>

			<p>Conférence de presse du CADTM AYNA à Port-au-Prince (Haïti)</p> <p>Nouveau jugement concernant les fonds vautours, un nouveau chapitre de la dette illégale et illégitime</p> <p>Décès de Hugo Chavez</p> <p><u>Prises de positions écrites par le CADTM Europe</u></p> <p>El CADTM Europa envia su firme apoyo al Sindicato Andaluz de Trabajadores y Trabajadoras</p>
Augmentation du nombre de productions du réseau Sud	2009 : 41	2011 : 41 2012 : 53 2013 : 55	<p>Cet objectif est atteint puisque nous comptons sur l'année 2013 55 productions du réseau Sud, sans compter les productions liées au Forum Social Mondial de Tunis, écrites par des membres du réseau Sud et des représentants du CADTM Europe</p>
Maintien de la diversité des moyens de communication mis à la disposition des membres du réseau (Mailing list, bulletin de liaison du CADTM International, skype, téléphone)	2010 : 4	2011 : 4 2012 : 4 2013 : 4	<p>Ces moyens de communication ont tous été maintenus, et cela est un point essentiel dans le bon fonctionnement de notre réseau.</p> <p>Les mailings lists permettent les échanges à différents niveaux : national, continental, international, mais aussi pour les groupes de coordination, groupes de travail thématiques ... Chaque coordination dispose de sa mailing list, afin de faciliter et de coordonner le travail du réseau, que ce soit dans la rédaction de prises de positions comme dans l'organisation d'activités. Les listes plus larges sont destinées à diffuser des analyses et comptes-rendus d'activités publiques ou de réunions internes à l'ensemble du réseau.</p> <p>Un effort d'amélioration a été réalisé sur le bulletin de liaison du réseau CADTM International, qui est un important outil de communication interne destiné aux membres du réseau, afin d'informer sur les activités conduites par les membres à travers le monde. C'est également un outil d'échange qui peut servir à mettre en lien les travaux des membres du réseau et engager des débats à leur sujet. Ce bulletin est diffusé par mail, aux formats html et pdf. Il est disponible en 3 langues : français, espagnol et anglais.</p> <p>Les différentes coordinations ont beaucoup recours au téléphone ou à Skype pour coordonner le travail à réaliser, ainsi que les déplacements et interventions des membres du réseau. Le téléphone reste un moyen très utilisé pour communiquer avec le secrétariat international, et pour les tâches urgentes, notamment lorsque l'on fait face à des problèmes de connexion internet, par exemple sur le continent africain.</p>

RÉSULTAT 2 : Le mouvement altermondialiste européen et international a accès à l'argumentaire développé par le réseau CADTM pour l'abolition de la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de	Évolution	Réalisé en 2013
-------------	--------------	-----------	-----------------

Maintien du nombre de reprises d'articles du réseau CADTM sur les grands sites alternatifs	départ 2009 : 377	2012 : 245 (1er sem.) 2013 : 390	<p>Au cours de l'année 2013, nous recensons 390 reprises d'articles dans une sélection de grands sites alternatifs identifiés par le CADTM. Nous avons donc légèrement dépassé notre objectif qui était de 377 par an.</p>
Maintien du nombre d'ateliers co-organisés par le réseau CADTM dans le cadre du processus FSM	2009 : 17	2011 : 17 2012 : 17 2013 : 17	<p>En 2013, dans le cadre du FSM de Tunis, le CADTM Belgique et ses partenaires ont co-organisé 9 ateliers et 3 assemblées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Dette, accords de libre-échange et révolutions arabes (ACET, Re-Common , ATTAC France, ATTAC Autriche, GUE, réseau Seattle to Brussels, Popular Campaign to Drop Egypt's Debt) 2) Libérer les peuples de l'esclavage de la dette (Re-Common, Jubilee UK, KAU, EURODAD, PACD, ATTAC France Alter Summit) 3) un atelier sur la dette écologique (World Council of Churches, Re-Common, KAU, EURODAD, PACD, ODG) 4) Les résistances des femmes contre la dette au Sud et au Nord (CADTM, Alter Summit Europe, Commission genre PACD - Plataforma Auditoria Ciudadana de la Deuda, MMF Brésil, IPHAE - Instituto para la Humanidad la agricultura y ecologia, Bolivie -, CADD Bénin, CADTM Afrique, ATTAC/CADTM Maroc, ATFD, Association Wandha pour la culture et la communication, commission genre d'Attac France) 5) Équateur, Tunisie, Europe: pourquoi et comment réaliser un audit de la dette ? (ACET, EURODAD, PACD, SLUG) 6) Quelle coopération entre les peuples contre le système capitaliste ? (ALBA, aide de Équateur à la Tunisie pour l'audit de la dette, Banque du Sud, etc) 7) Quelle responsabilité de l'Europe pour favoriser un nouveau mode de développement dans les pays de la Méditerranée ? (CADTM, Transform, parti de la gauche euro, CRID) 8) « Quelles alliances syndicales et associatives face à la dette ? Mobilisations pour un audit citoyen » (FGTB Liège, FGTB Verviers, CGSP wallonne, UNSAS, Solidaires, CADTM, RAID-ATTAC CADTM Tunisie) 9) La coopération solidaire Nord-Sud et l'objectif de renforcer les sociétés civiles du Nord et du Sud en général et les mouvements sociaux en particulier (E-CHANGER, CADTM, Mouvement de Travailleurs Ruraux sans Terre /Brésil, Marche Mondiale des Femmes)

+ 3 assemblées à Tunis : 1 Assemblée citoyenne sur la dette et les accords de libre-échange (place Kasbah et/ou devant la Banque centrale de Tunisie), 1 AMS, 1 Assemblée dette Nous avons également co-organisé 5 ateliers organisés dans le cadre des grandes rencontres internationales altermondialistes liées au processus FSM : 2 ateliers au Blockupy, à Francfort, en mai et en novembre 2013 sur l'audit de la dette

1 atelier sur la situation européenne organisé dans le cadre de D19-20

2ateliers co-organisés dans le cadre du Contre G-20 à St Petersburg

RÉSULTAT 3 : Les responsables des organisations, collaborant avec le réseau CADTM aux niveaux européen et international, participent à des séminaires de formation sur la dette du tiers-monde

Indicateurs	Situation de départ	Évolution	Réalisé en 2013
Maintien du nombre de responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM, qui participent aux formations de l'OID (Observatoire international de la dette)	2009 : 15	2011 : 15 2012 : 15 2013 : 15	<p>15 responsables d'organisations collaborant avec le CADTM ont participé à la journée de travail sur l'audit de la dette de la Tunisie, de l'Égypte, du Maroc et du Mali, le 13 novembre 2013 à la Maison des Associations Internationales à Bruxelles, organisée par le CADTM Belgique. Cette activité correspond au dialogue Sud/Nord que le CADTM Belgique organise chaque année dans son programme (résultat 2, activité 2 : Co-organisation et participation aux dialogues Sud/Nord).</p> <p>La liste des organisations représentées : CЕСSR, Bank watch (2 personnes), EURODAD (2 personnes), Counter Balance (2 personnes), CNCD (2 personnes), RAID, CAD Mali, ATTAC-CADTM Maroc, SLUG, une association de la diaspora tunisienne (héritière du Front du 14 janvier), Rivolta il Debito.</p> <p>Lire les comptes-rendus ici: http://cadtm.org/L-audit-des-creances-europeennes http://cadtm.org/L-audit-des-creances-europeennes,9646 http://cadtm.org/Moubarak-Morsi-Al-Sissi-quels</p>
Maintien du nombre de responsables d'organisations collaborant avec le réseau CADTM, qui participent au Séminaire international du	2009 : 12	2011 : 12 2012 : 12 2013 : 13	<p>En 2013, le séminaire international sur la dette et les droits humains organisé par le CADTM Belgique s'est tenu la veille de la journée de travail sur l'audit de la dette de la Tunisie, de l'Égypte, du Maroc et du Mali. L'objectif était de profiter de la présence des délégués internationaux, de minimiser les coûts de déplacement ainsi que l'impact écologique de ces déplacements. 13 responsables d'organisations ont participé au 12ème séminaire international sur la dette et les droits humains, organisé à la Maison des Parlementaires à Bruxelles, le 12 novembre 2013. Les organisations représentées : CЕСSR, Bank watch, EURODAD (2 personnes), Counter Balance (2 personnes), CNCD, RAID, CAD Mali, ATTAC-CADTM Maroc, SLUG, Progress Law, Front populaire. Il y avait également l'ambassadeur de Tunisie en Belgique et des responsables du bureau de presse de l'Égypte à Bruxelles, une eurodéputée (Marie-Christine Vergiat), une sénatrice</p>

**CADTM sur le droit
et la dette**

belge (Olga Zrihen) et une députée tunisienne (Mabrouka Mbarek).

Le compte rendu est consultable sur ce lien: <http://cadtm.org/Du-11-au-17-novembre-le-CADTM>.

Notre objectif de 12 responsables est donc ici légèrement dépassé, mais comme pour le précédent indicateur, nous le maintenons pour la période 2014-2016.

Pour la période 2014-2016, comme convenu dans le programme, nous organiserons des formations sur l'audit de la dette et la dette illégitime en Europe et au Sud, et un dialogue Sud/Nord, tout en continuant de faciliter la participation des responsables d'organisations collaborant avec le CADTM.

Objectif spécifique 3 : Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord

I. Fiche descriptive de l'OS 3

O b j e c t i f s p é c i f i q u e 3	Titre :	Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord		
	Objectif spécifique:	Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) interpellés prennent positions sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord		
	Autres organisations impliquées :		Autres financements prévus pour cet objectif spécifique (source de financement et montant)	
	Groupe-cible:	-le gouvernement belge -les Institutions financières internationales (le FMI et la Banque mondiale)	Nombre de bénéficiaires finaux: 4	4 : le Ministre de la Coopération au développement et le Ministre des finances pour le gouvernement belge ; les deux représentants belges au sein du FMI et de la Banque mondiale

NB : L'OS 3 renvoie à l'étape 6 de notre cercle vertueux « *Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales* ». Parallèlement à ces interpellations politiques directes, le CADTM Belgique poursuit sa stratégie générale matérialisée dans son cercle vertueux pour faire pression sur les décideurs politiques. Rappelons que cette stratégie repose essentiellement sur la mobilisation des citoyens (cet aspect

de la stratégie est développé dans les OS 1 et 2).

II. État d'avancement de l'OS 3

OS 3			
Indicateur	Situation de départ	Prévu A3	Réalisé 3
Maintien du nombre de déclarations faites par le gouvernement belge faisant le lien entre la dette et les droits humains ainsi que le lien entre la dette au Sud et au Nord	3 en 2009	3 en 2013	2 en 2013 (1 réponse du Ministre belge des finances suite à la question parlementaire sur la dette tunisienne + 1 réponse de ce même Ministre suite à la question sur le stock des créances sur les PED). Nous n'avons pas atteint notre objectif. Voir plus bas les leçon que nous tirons.
Maintien du nombre de déclarations faites par les représentants belges au FMI et à la Banque mondiale faisant le lien entre la dette et les droits humains ainsi que le lien entre la dette au Sud et au Nord	2 en 2008	2 en 2013	2 en 2013 suite aux deux interpellations menées par le CADTM Belgique et ses collaborateurs

III. Évolutions et adaptations significatives par rapport au contexte, aux groupes cibles, aux partenaires, aux méthodes, aux synergies

Les objectifs fixés par les indicateurs liés aux 3 résultats ont tous été atteints. Voir le tableau plus bas.

Toutefois, on constate que **l'OS 3 n'a été que partiellement atteint si on s'en tient à la lecture stricte des indicateurs liés à l'OS 3 dans sa globalité.** En effet, l'objectif lié à l'indicateur « *Maintien de 3 déclarations faites par le gouvernement belge faisant le lien entre la dette et les droits humains ainsi que le lien entre la dette au Sud et au*

Nord » n'a pas été atteint puisqu'en 2013, on dénombre 2 déclarations du gouvernement (par la voix de son Ministre des finances). Voir le tableau plus haut sur l'état d'avancement de l'OS 3. Cela s'explique par le fait que le Ministre des finances n'a pas répondu aux lettres ouvertes que le CADTM Belgique et ses collaborateurs lui ont directement envoyées (cf Résultat 1). Nous en tirons les leçons. Voir « *Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes .»*

Nos interpellations politiques menées en 2011-2013 dans le cadre de l'OS 3 ont été marquées par :

- 1) la campagne internationale sur la dette tunisienne menée par le CADTM Belgique et son partenaire tunisien (et ses collaborateurs de plus en plus nombreux aux niveaux belge et européen).
- 2) l'élargissement de nos relais parlementaires aux députés européens
- 3) des interpellations directes du gouvernement belge (qui viennent compléter notre stratégie d'interpellation reposant sur le travail avec les parlementaires)
- 4) Une reconnaissance par les institutions belges, européennes et internationales de l'audit de la dette

1) Évolution de la campagne sur la dette tunisienne menée par le CADTM Belgique et son partenaire tunisien depuis 2011

La période 2011-2013 a été marquée par les soulèvements populaires dans plusieurs pays d'Afrique du Nord (dont la Tunisie et l'Égypte) suivie d'un enlisement de ces processus d'émancipation sociale et démocratique. La dette joue un rôle déterminant dans cette « contre-révolution » aussi bien en Tunisie qu'en Égypte puisque les gouvernements de ces deux pays, au lendemain des soulèvements populaires, ont massivement emprunté auprès des créanciers extérieurs (notamment la Banque mondiale et le FMI qui font partie de nos publics cibles prioritaires). Ces derniers ont imposé en échange de ces nouveaux prêts des conditions allant à l'encontre du droit des peuples à l'autodétermination et au développement.

Face à cette conjoncture internationale, le CADTM Belgique a fait preuve d'une très grande réactivité en relayant dès février 2011 la campagne lancée en Tunisie par son partenaire RAID-ATTAC-CADTM Tunisie (voir le rapport narratif 2011) qui s'est transformée en campagne internationale pour le moratoire, l'audit et l'annulation de la dette tunisienne. Cette campagne a engendré d'importants résultats politiques : une résolution du Sénat belge adoptée en 2011 reprenant les 3 mots d'ordre ci-dessus (moratoire, audit et annulation de la part odieuse de la dette tunisienne) ; un appel lancé par le CADTM Belgique a recueilli 150 signatures de parlementaires en Europe et a été signé par 7 élus belges²⁰. Soulignons que parmi les signataires belges on trouve la sénatrice à l'initiative de la résolution du Sénat belge citée plus haut. En 2011, une proposition de la loi demandant la mise en place d'un audit de la dette pour identifier la part odieuse a été déposée au Parlement tunisien, sous l'effet de cette campagne. Nous avons utilisé tous ces acquis en 2012 et 2013 pour interpellier le gouvernement belge et les IFI.

En 2012, le CADTM Belgique et son partenaire tunisien ont, en effet assuré le suivi de cette campagne et des différents textes adoptés au niveau belge et européen afin qu'ils

²⁰ <http://www.cadtm.org/Appel-des-parlementaires-europeens.6560>

soient effectivement appliqués (via notamment des questions parlementaires adressées au Ministre des finances et des lettres ouvertes envoyées à ce dernier et au Ministre de la coopération au développement). Une résolution a été adoptée par le Parlement européen en mai 2012 reconnaissant le caractère odieux de la dette des pays d'Afrique du Nord. Voir le rapport narratif 2012.

En 2013, nous avons poursuivi nos efforts pour que les créanciers (Belgique et Union européenne) appliquent les textes votés par leurs parlements et plaident au sein du FMI et de la BM pour la mise en œuvre d'un moratoire et d'un audit de la dette tunisienne. Pour y parvenir, nous avons continué notre travail d'interpellation politique tout au long de l'année (question parlementaire, lettres ouvertes, tribunes) en collaboration avec les couples CNCD et 11.11.11, des réseaux européens comme EURODAD, Bankwatch mais aussi des organisations de la diaspora tunisienne. Soulignons que ces dernières nous ont invité comme conférencier sur la dette tunisienne au centre culturel tunisien à Bruxelles en juin 2013 (voir l'OS 2).

En 2013, la campagne sur la dette tunisienne a évolué dans un sens très positif. Nous listons ici les nouveautés qui enrichissent notre stratégie d'interpellation politique dans le cadre de l'OS 3:

a- Nous avons élargi nos collaborations aux niveaux belge, européen et international.

Les ONG et réseaux qui soutiennent activement la campagne sont : CESCRA (Egypte), Bank watch (Europe), EURODAD (Europe), Counter Balance (Europe), CNCD (Belgique), 11.11.11 (Belgique), RAID, CAD Mali, ATTAC-CADTM Maroc, SLUG (Norvège), Progress Law (Belgique), Front populaire (Tunisie). Des représentants de ces différentes organisations ont participé en novembre 2013 au 12ème Séminaire international du CADTM Belgique sur la dette tunisienne et égyptienne (cette activité d'interpellation politique est développée plus bas) et à la réunion stratégique à Bruxelles consacrée au renforcement des audits de la dette tunisienne, égyptienne et malienne (voir l'OS 2).

Soulignons également qu'en Belgique, la plateforme d'audit citoyen de la dette belge ACIDE (voir OS 1) a dans ses objectifs l'audit des créances de la Belgique sur les PED. Ce travail avec de nombreuses organisations de la société civile belge renforce également la campagne du CADTM sur la dette tunisienne. A titre d'exemple, le CADTM Belgique a co-rédigé en 2013 une question parlementaire pour avoir des données chiffrées actualisées des créances de la Belgique sur le Sud dont la Tunisie. Ces données que nous avons ensuite analysé figurent dans le manuel d'audit de la dette belge publié en 2014 par la plateforme ACIDE.

b- Nous avons noué une collaboration avec une ONG égyptienne active sur la dette et le rôle des IFI lors du FSM de Tunis en février 2013

Comme indiqué dans la partie narrative de l'OS 2, nous avons débuté une fructueuse collaboration avec le CESCRA d'Égypte à l'occasion du FSM de Tunis. La collaboration avec cette ONG égyptienne renforce la campagne sur la dette tunisienne du fait des similitudes entre la situation d'endettement en Tunisie et en Égypte. Tout au long de l'année 2013, le CADTM Belgique a travaillé en étroite collaboration avec le CESCRA et RAID-ATTAC-CADTM Tunisie, via des contacts mail et téléphoniques. De cette manière

une interview d'une représentante égyptienne de cette organisation a notamment été réalisée par une stagiaire du CADTM Belgique²¹.

Cette représentante égyptienne est intervenue comme conférencière lors du 12ème Séminaire international du CADTM Belgique et comme « personne ressource » et participante lors de la réunion internationale sur l'audit de la dette égyptienne, tunisienne, malienne et marocaine en novembre 2013. L'objectif de cette réunion stratégique qui s'est déroulée à Bruxelles était de définir un plan d'action pour renforcer ces audits. Les synergies se poursuivront également au sein du réseau ICAN (voir l'OS 2). Rappelons également qu'à l'occasion de la venue de la déléguée égyptienne en Belgique, nous avons également organisé une rencontre entre elle et les bénévoles du CADTM Belgique (voir l'OS1).

Notre présence lors des FSM est stratégique à plus d'un titre (voir l'OS 2). Elle permet aussi de renforcer le travail d'interpellation mené dans le cadre de l'OS 3. D'une part, elle nous permet de nouer de nouvelles collaborations au Sud. Ce qui nous permet d'affiner nos interpellations en direction des IFI (à titre d'exemple, nous avons utilisé l'expertise de la représentante du CESCRA pour rédiger les questions au représentant belge de la BM – cf résultat 3 de l'OS 3). D'autre part, la présence de ces collaborateurs du Sud à nos activités en Belgique incite davantage les parlementaires à interpeller le gouvernement belge comme cela s'est produit à l'issue du 12ème Séminaire international du CADTM Belgique sur la dette et les droits humains. Voir ci-dessous. Enfin, notre présence aux grandes rencontres altermondialistes comme le FSM nous permet de rencontrer des parlementaires belges et européens qui organisent également des ateliers lors de ces Forums. A titre d'exemple, lors du FSM de Tunis en février 2013, nous avons rencontré une sénatrice belge avec qui nous avons ensuite entamé un travail sur la question des fonds vauvours en Belgique. Cette collaboration qui s'est nouée à Tunis s'est concrétisée en novembre 2013 par le dépôt d'une proposition de loi sur les fonds vauvours co-rédigée par le CADTM Belgique et un professeur de droit également magistrat (contacté par le CADTM Belgique).

c- En 2013, **nous avons organisé à la Maison des parlementaires notre 12ème Séminaire sur la dette et les droits humains (marrainé par une sénatrice belge et une eurodéputée) sur le thème de l'audit de la dette tunisienne et égyptienne** en faisant intervenir notre partenaire tunisien (RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) et notre collaboratrice égyptienne (CESCRA). Ce séminaire a eu un résultat politique immédiat : la sénatrice belge a posé dans la foulée de cette activité une question parlementaire au Ministre belge des finances (un de nos public-cibles prioritaires). Nous avons ensuite assuré le suivi de cette question en écrivant une lettre ouverte au Ministre belge des finances que nous avons ensuite publié sur notre site et les sites alternatifs et en co-rédigeant une question parlementaire qui a été posée en mars 2014.

d- Au niveau européen, nous avons co-organisé en 2013 **une conférence de presse au Parlement européen le 6 février 2013 sur la dette tunisienne et les avoirs illicites avec les députées européennes Marie-Christine Vergiat et Eva Joly ainsi que Fathi Chamkhi (porte-parole de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie)**. Cette conférence de presse se tenait à l'occasion de la venue du Président de la République Tunisienne au Parlement européen. Cette activité a eu un impact médiatique (principalement dans les médias tunisiens) et politique puisque l'Assemblée parlementaire de l'Union méditerranéenne

21 <http://cadtm.org/Egypte-Apres-Morsi-Al-Sissi>
CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011 - 2013

(dont font partie les parlementaires européens) a ensuite adopté une résolution mentionnant explicitement la dette odieuse en faisant le lien avec les avoirs illicites²².

2) L'élargissement de nos relais parlementaires aux députés européens

Au cours du programme 2011-2013, nous avons réorienté notre stratégie d'interpellation politique. Des changements importants au niveau du résultat 1 ont été apportés. Pour rappel dès 2011 (voir le rapport narratif 2011) suite au lancement de la campagne sur la dette tunisienne par notre partenaire tunisien, nous avons fait le choix stratégique de cibler, en plus des parlementaires belges, les députés européens dans le cadre du résultat 1 et d'organiser des activités publiques au Parlement européen. Ce changement a logiquement entraîné un changement dans la formulation du résultat 1 et des deux premiers indicateurs qui lui sont liés. Voir plus bas dans « *Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats* ».

Nous avons poursuivi cette stratégie en direction à la fois des eurodéputés et des parlementaires belges en 2012 et 2013 compte tenu des résultats politiques obtenus dès l'année 2011. Nous y avons été encouragés également par le rapport d'évaluation de nos interpellations politiques. Voir « *Recommandations tirées de l'évaluation externe* ».

3) Interpellations directes du gouvernement belge

Au cours de l'année 2012, nous avons fait le choix d'interpeller directement les représentants du gouvernement belge (les Ministres des finances et de la coopération au développement qui sont des publics-cibles prioritaires) via des lettres ouvertes que nous proposons à nos collaborateurs belges de co-signer. Nous avons poursuivi l'écriture de ces lettres ouvertes en 2013 (en plus des questions parlementaires) comme nous y encourage le rapport d'évaluation. Voir « *Recommandations tirées de l'évaluation externe* ». A noter que ces lettres ouvertes mentionnent les acquis de la résolution du 29 mars 2007 (moratoire, audit, dette odieuse et dette illégitime) dans les questions parlementaires. C'est l'un des 3 indicateurs du résultat 1.

Cette stratégie qui vient compléter celle passant par nos relais parlementaires pour interpeller le gouvernement belge s'explique à la fois par notre incapacité en tant qu'ONG à poser les questions parlementaires quand nous le voulons et surtout par l'existence d'engagements écrits du gouvernement belge de mettre en œuvre nos revendications en lien avec nos thématiques prioritaires. Cette nouveauté a logiquement entraîné un changement dans la formulation du premier indicateur du résultat 1. Voir plus bas dans « *Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats* ».

Ces lettres ouvertes nous ont également permis de renforcer nos collaborations en Belgique avec les deux coupes CNCD et 11.11.11 et plusieurs organisations de la diaspora tunisienne qui ont également co-signé ces lettres d'interpellations. Du fait de ces co-signatures, l'impact politique est évidemment plus important.

Soulignons qu'en 2013, le CNCD a inscrit dans deux parties de son mémorandum (dont l'une portant spécifiquement sur la région Afrique du Nord et Moyen-Orient) les

²² http://www.paufm.org/assembly/Docs/recommendations/Amman2014/Recom_Political_EN.pdf

revendication de l'audit de la dette ainsi que l'annulation de la dette illégitime et odieuse²³. Le CNCD a également octroyé en 2013 des subsides pour un programme élaboré par le partenaire tunisien du CADTM Belgique : RAID-ATTAC-CADTM Tunisie. Ce soutien financier a permis à RAID d'organiser des activités de sensibilisation et de formation dans plusieurs villes de Tunisie en 2013-2014.

4) **La reconnaissance de l'audit de la dette par les institutions belges, européennes et internationales**

Nous donnons ici de manière succincte les engagements principaux pris par les institutions en matière d'audit de la dette en 2011, 2012 et 2013.

Au niveau belge :

En 2011, une sénatrice belge signataire de l'appel européen lancé par le CADTM pour un moratoire et un audit de la dette tunisienne, a déposé une résolution au Sénat belge demandant l'audit de la dette tunisienne. Cette résolution co-rédigée par le CADTM Belgique a été adoptée par le Sénat en juin 2011.

L'accord de gouvernement conclu en décembre 2011 indique explicitement que le gouvernement s'engage à réaliser « *l'audit des dettes et à annuler en priorité les dettes contractées au détriment des populations* ». Voir le rapport narratif 2011.

En décembre 2012, le Ministre de la coopération au développement a réaffirmé cet engagement dans la Note politique générale sur la coopération au développement.

En novembre 2013, le Ministre des finances a répondu à une question parlementaire posée suite au Séminaire international sur la dette tunisienne et égyptienne organisé par le CADTM Belgique, que l'audit de la dette tunisienne est en cours. Le CADTM Belgique a répondu à cette réponse du Ministre par une nouvelle lettre ouverte co-signée par le CNCD et publiée par voie de presse.

Aux niveaux européen et international :

150 parlementaires en Europe ont pris l'engagement en 2011 de faciliter un audit des créances européennes sur la Tunisie. Voir plus haut sur la campagne sur la dette tunisienne.

En 2012, l'Expert de l'ONU, Cephass Lumina, a élaboré un projet des principes directeurs élaborés en 2011-2012 par cet expert de l'ONU²⁴ qui contient tout un chapitre consacré à l'audit de la dette. Ce chapitre est le résultat d'une collaboration entre l'Expert de l'ONU et

²³ On les trouve dans la partie « Financer le développement »

« Annuler toutes les dettes odieuses et illégitimes des pays en développement et, à cette fin :

- réaliser un audit sur les créances belges envers les pays du Sud ;
- mettre en place un mécanisme international équitable et transparent de résolution des dettes souveraines des Etats ;
- mettre en œuvre des mesures pour entraver l'action des fonds vautours, qui multiplient des procédures judiciaires afin d'obtenir le remboursement intégral de vieilles dettes publiques achetées à vil prix. »

et dans la partie portant spécifiquement sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord : « Accorder à l'Egypte et à la Tunisie un moratoire sur le remboursement de leur dette publique, en attendant la réalisation d'un audit permettant d'en déterminer les parts odieuses ou illégitimes. »

²⁴ Les présents Principes directeurs visent à assister les États et autres acteurs concernés, notamment les institutions financières privées et publiques, nationales et internationales, les bailleurs de fonds bilatéraux et les groupes organisés de titulaires d'obligations, dans la conduite de leurs activités et la poursuite de leurs intérêts respectifs, dans la mesure où ceux-ci sont relatifs à la dette extérieure.

le CADTM Belgique qui s'est renforcée à partir de 2011 comme le relève l'évaluatrice : « Dès 2009, Cephias Lumina consulta et associa directement le CADTM pour la rédaction de ces documents qui encouragent les États à mener des audits de la dette, affirment explicitement la suprématie des droits humains sur les obligations financières des États et soulignent que l'application des conditionnalités des IFI entraîne la violation des droits économiques et sociaux des populations. Bref, placent au sein des institutions onusiennes les revendications du CADTM. Cette collaboration s'est renforcée tout au long des quatre années analysées par ce rapport. Le CADTM fut ainsi également sollicité pour l'élaboration du projet des principes directeurs sur la dette ».

En 2012, le CADTM Belgique a invité cet Expert de l'ONU comme conférencier lors du 11ème Séminaire international sur la dette et les droits humains à la Maison des Parlementaires à Bruxelles. A cette occasion, ce dernier a présenté son rapport et souligné la nécessité de mener des audits de la dette publique.

IV. Durabilité et mesures destinées à la favoriser

La reconnaissance de l'audit et des notions de dette odieuse et de dette illégitime au niveau institutionnel (Expert ONU, Parlement belge, Parlement européen, etc) constitue un acquis pour obtenir sur le moyen / long terme la mise en place effective d'audits de la dette des PED (avec participation des organisations de la société civile dont le CADTM Belgique) et l'annulation des dettes odieuses et illégitimes.

C'est pourquoi l'audit et la dette illégitime sont au centre des 3 OS de notre programme 2014-2016. Il s'agit concrètement d'avancer vers l'annulation des dettes du Sud grâce à ces deux instruments : audit et dette illégitime. Ainsi, l'OS 3 dans le programme 2014-2016 s'intitule : « *Le gouvernement belge, les autorités européennes (BCE, Commission européenne) et les IFI sont interpellés sur l'audit et l'annulation de la dette illégitime tant au Sud qu'au Nord* ».

Pour y parvenir, nous :

- mettons à profit notre notoriété qui s'est renforcée lors du programme 2011-2013 et notre expertise sur la dette résultant directement de notre travail en réseau international (voir OS 2) ;
- poursuivons la stratégie débutée lors du programme 2011-2013 (menée dans le cadre du Résultat 1) décrite plus haut, c'est-à-dire : interpellations directes de l'Exécutif avec nos collaborateurs couplées à des interpellations parlementaires en utilisant également nos relais parlementaires européens. Pour combiner le niveau belge et européen, nous avons comme groupes cibles le gouvernement belge (en priorité le Ministre de la coopération au développement et le Ministre des finances), les IFI mais aussi les autorités européennes (BCE et Commission européenne).
- Nous utilisons les engagements pris par les institutions sur l'audit et la dette odieuse/illégitime au cours de la période 2011-2013 ainsi que les promesses électorales figurant dans les programmes des différents partis pour les élections de mai 2014. En effet, l'audit et la dette odieuse/illégitime se trouvent dans plusieurs de ces programmes électoraux.
- Nous nous appuyons sur l'ensemble des collaborateurs avec qui nous avons

travaillé lors du programme 2011-2013 (notamment dans le cadre de la campagne sur la dette tunisienne) et sur les structures qui travaillent sur l'audit de la dette aux niveaux belge (plateforme d'audit citoyen de la dette belge : voir l'OS 1) et international (réseau ICAN : voir l'OS 2)

V. Adaptations dans la formulation des résultats, des indicateurs de l'objectif et/ou des résultats

En 2013, nous avons modifié l'intitulé de l'OS 3 comme suit « *Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord* ». Ce changement est déjà mentionné dans le rapport narratif 2012. Par rapport à l'intitulé précédent, nous avons ajouté le lien entre la dette du Sud et du Nord pour être pleinement cohérent avec notre stratégie générale qui repose sur les parallèles entre l'endettement du tiers-monde et des pays du Nord.

Des changements ont également été apportés pour le résultat 1 en 2013 (voir le rapport narratif 2012):

- On a élargi nos indicateurs pour comptabiliser tous les textes interpellant le gouvernement belge pour inclure en plus des questions parlementaires les lettres ouvertes par exemple. L'indicateur 1 du résultat 1 est devenu : « *Maintien de 3 textes rédigés avec l'expertise du CADTM interpellant directement et officiellement le gouvernement et ou les autres instances décisionnelles en Europe* »
- l'intitulé de l'indicateur 2 a été modifié comme suit (pour inclure le Parlement européen conformément à l'évolution de notre stratégie): « *Maintien d'une audition de représentants des IFI ou de séminaires portant sur les thématiques prioritaires du CADTM (co)organisés au Parlement fédéral et au Parlement européen avec invitation des représentants du gouvernement et/ou les représentants aux IFI* ».

Les autres indicateurs n'ont pas été changés au cours de la période 2011-2013.

VI. Leçons apprises intéressantes des trois années écoulées (y compris des évaluations externes)

1) Sur le fait que nous n'ayons atteint que partiellement notre OS 3 en 2013:

Comme indiqué plus haut, en dépit de nos interpellations, le Ministre des finances n'a pas répondu à deux lettres ouvertes faisant le lien entre la dette et les droits humains (sur le cas de la Tunisie). Ce qui constitue une limite de notre stratégie utilisant les lettres ouvertes pour interpeller directement le gouvernement puisque ce dernier n'est pas contraint d'y répondre contrairement aux questions parlementaires. Rappelons qu'en 2012 nous avons initié ces lettres ouvertes pour pallier au fait que nous n'avons aucune prise sur les questions parlementaires (cette démarche est encouragée par l'évaluatrice. Voir plus bas).

Nous en tirons les leçons pour dans le cadre du programme 2014-2016 en utilisant deux nouveaux indicateurs pour l'OS 3 pris dans sa globalité. Ces indicateurs sont : « *Maintien*

d'1 résolution et de loi adoptée par le Parlement fédéral belge et le Parlement européen mentionnant l'audit de la dette et la dette illégitime » et « Maintien d'1 déclaration du gouvernement belge, des représentants de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale et des autorités européennes sur l'audit de la dette et la dette illégitime ». En 2014-2016, nous continuons à utiliser les questions parlementaires et les lettres ouvertes compte tenu de leur complémentarité dans le cadre du résultat 1.

2) Les leçons tirées de l'évaluation de l'impact politique du CADTM Belgique sur la période 2009-2010-2011 et 2012

Nous avons utilisé ce rapport d'évaluation pour élaborer notre programme 2014-2016. Nous donnons ici les principales leçon que nous tirons de cette évaluation externe :

a- assurer le suivi des engagements pris par les parlementaires au niveau belge et européen en faveur de l'audit de la dette et poursuivre la campagne sur la dette tunisienne. Comme nous le recommande l'évaluatrice, nous travaillerons en effet *« au suivi des résolutions obtenues tout comme au suivi de l'appel signé par 150 parlementaires en faveur de l'audit de la dette tunisienne et de l'annulation de sa part illégitime. En effet, les interpellations et avancées politiques obtenues à l'échelle européenne permettent d'exercer in fine une pression politique sur le gouvernement belge et les IFI afin qu'ils s'engagent également à émettre des textes législatifs et autres documents favorisant la concrétisation des positions et alternatives défendues par le CADTM. Elles ont dès lors une double incidence politique ».*

b- mener des interpellations au niveau européen. Notre stratégie en direction des parlementaires en Europe a bien fonctionné en 2011 et 2012 comme le souligne le rapport d'évaluation de nos interpellations politiques : *« L'impact important de l'appel (il déboucha sur l'adoption de trois Résolutions) témoignent de l'efficience de la stratégie d'interpellations politiques directes de l'association qui consiste, entre autres, à considérer les parlementaires européens comme de nouveaux –publics cibles mais aussi comme des relais pour atteindre les parlements fédéraux en Belgique, le gouvernement et les IFI ».*

c- continuer à mettre en évidence dans nos interpellations politiques l'analogie entre les mécanismes et impacts de la dette au Sud et au Nord. L'objectif in fine étant que les décideurs politiques sensibilisés sur le problème de la dette du Sud, via les similitudes que nous soulignons entre le mécanisme et l'impact de la dette au Sud et au Nord, prennent des actes politiques pour l'annulation de la part odieuse et illégitime de la dette du tiers-monde. Rappelons que la plateforme d'audit citoyen de la dette belge a dans des objectifs l'interpellation du pouvoir législatif et exécutif à la fois sur la dette belge et sur les créances de la Belgique sur les PED.

d- interpellier le gouvernement par voie de presse notamment via des tribunes/communiqués de presse. Nous publierons ainsi les contenus des questions parlementaires lorsque les décideurs/euses qui doivent les introduire aux Chambres législatives ne le font pas²⁵. Comme l'indique le rapport d'évaluation, *« ce mode d'interpellations contient de multiples avantages : il permet au CADTM de faire connaître au « grand public » ses positions et analyses et accentue dès lors son influence auprès de l'opinion publique. En mettant les décideur/euses face à leur obligation de réponse à l'envers de la population, ces interpellations par voie de presse accentuent la probabilité*

²⁵ Cf. La non – introduction par la sénatrice Olga Zrihen (PS) auprès du Ministre des finances et de la Coopération au développement en 2011 de la Question parlementaire sur la position de la Belgique à l'égard de la dette odieuse de la Tunisie

qu'ils/elles les prennent en considération et répondent aux questions qu'elles soulèvent. Le tout fournit au CADTM autant les informations et/ou argumentaires qu'il escomptait glaner via ces interpellations, qu'une audience amplifiée auprès de l'opinion publique et dès lors, une pression accrue sur les décideur/euses ». Comme indiqué ci-dessous, les lettres ouvertes et les communiqués de presse/tribunes ne remplacent pas les questions parlementaires vu que le gouvernement interpellé n'est pas légalement obligé d'y répondre.

e- participer activement à l'élaboration du plaidoyer politique du CNCD. Comme le note l'évaluatrice, « *cette implication dans la vie et les travaux du CNCD s'avère tout à fait efficace puisque ses revendications majoritaires (telles que l'annulation de la dette du tiers-monde, la réalisation d'audits en vue d'annuler les dettes odieuses ainsi que la reconnaissance de la notion de dette écologique) sont prises en compte et défendues dans les mémorandums successifs que le CNCD envoie aux différents partis francophones et au gouvernement belge. Notons que le CNCD et son homologue flamand 11.11.11. communiquent continuellement entre eux à propos des revendications qu'ils mettent en avant. Ainsi, le CADTM Belgique touche indirectement 11.11.11. à travers le plaidoyer politique du CNCD* ».

f- collaborer avec les syndicats. Comme le souligne l'évaluatrice : « *De par leur influence autant auprès de la population que des médias et des décideurs/euses, l'adhésion des syndicats aux thèses et luttes du CADTM sera, selon nous, un élément constitutif de l'amplification de son impact politique dans les années à venir* ». Pour y parvenir, nous donnons notamment des formations que aux cadres syndicaux (voir OS 1).

VII. Tableau

Objectif spécifique 3 : Le gouvernement belge et les Institutions financières internationales (IFI) sont interpellés directement sur la relation entre la dette du tiers-monde et les obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord.

Résultat 1 : Les parlementaires belges au niveau fédéral interpellent le gouvernement belge et les représentants belges au sein des IFI sur la relation entre la dette du tiers-monde et leurs obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord

Indicateurs	Situation de départ	Prévu en 2011-12-13	Réalisé en 2013
<p>Maintien de 3 textes rédigés avec l'expertise du CADTM Belgique interpellant directement et officiellement le gouvernement belge et/ou les autres instances décisionnelles en Europe</p>	<p>2009 : 3</p>	<p>2011 : 3 2012 : 3 2013 : 3</p>	<p><u>Au niveau belge, nous avons dépassé notre objectif puisque nous comptabilisons, en 2013, 5 textes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - une proposition de loi contre les fonds vautours (déposée en décembre 2013) co-rédigée en collaboration avec 3 sénateurs belges, un professeur de droit également magistrat ; le CNCD-11.11.11 ainsi qu'un membre du cabinet du Ministre de la coopération au développement. Pour y parvenir, nous avons tenu 3 réunions de travail, rédigé une note écrite s'appuyant sur l'accord de gouvernement 2011 qui s'est engagé à lutter contre les fonds vautours et à réaliser l'audit de la dette (nous faisons le lien entre les deux). En avril 2014, la proposition de la loi n'a toujours été débattue au Parlement. - 2 question parlementaires posées par 2 parlementaires venant de partis politiques différents : <ul style="list-style-type: none"> a- 1 question parlementaire adressée au Ministre des finances sur les créances de la Belgique à l'égard de la Tunisie. Elle a été posée par une sénatrice belge suite à notre Séminaire au Parlement en novembre 2013 – voir résultat 2 de l'OS3. Nous avons fait le suivi de la réponse du Ministre des finances en rédigeant un communiqué du CADTM Belgique, en envoyée une lettre ouverte au Ministre des finances (lettre co-signée par le CNCD-11.11.11 publiée ensuite sur notre site²⁶) et en co-rédigeant une nouvelle question parlementaire en février 2014. b- 1 question parlementaire posée par une députée belge en mai 2013 sur le stock de créances de la Belgique sur l'ensemble des PED et les allègements de la dette octroyés par la Belgique à certains PED). Nous assurons le suivi en utilisant les informations transmises par le Ministre pour l'audit citoyen de la dette belge et des créances belges sur les PED (cf OS 1).

26 [http://cadtm.org/Dette-tunisienne-le-CADTM-appelle+ un CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011](http://cadtm.org/Dette-tunisienne-le-CADTM-appelle+un-CADTM+asbl+-Rapport+d'activites-DGD+2011)

			<p>– 2 lettres ouvertes que nous avons rédigées et qui ont été co-signées par les coupes CNCD et 11.11.11 (1 lettre ouverte adressée au Premier Ministre sur dette tunisienne²⁷ et 1 lettre ouverte adressée au Ministre des finances portant également sur la dette tunisienne).</p> <p><u>Au niveau européen</u>, nous avons co-organisé une conférence de presse au Parlement européen le 6 février 2013 sur la dette tunisienne et les avoirs illicites avec les députées européennes Marie-Christine Vergiat et Eva Joly ainsi que Fathi Chamkhi (porte-parole de RAID-ATTAC-CADTM Tunisie). Cette activité a eu un impact politique puisque l'Assemblée parlementaire de l'Union méditerranéenne (dont font partie les parlementaires européens) a ensuite adopté une résolution mentionnant explicitement la dette odieuse en faisant le lien avec les avoirs illicites²⁸.</p> <p>NB : le CNCD a envoyé en février 2013 un courrier à la Commission européenne reprenant une citation d'un représentant d'ATTAC/CADTM Maroc issue de notre atelier "dette et libre échange" organisé pendant le FSM de Tunis. C'est l'un des nombreux impacts de notre participation au FSM de février 2013 à Tunis (voir OS 2).</p>
<p>Maintien d'une audition de représentants des IFI ou de séminaires portant sur les thématiques prioritaires du CADTM (co)organisés au Parlement fédéral et au Parlement européen avec invitation des représentants du</p>	<p>1 en 2009</p>	<p>2011 : 1 2012 : 1 2013 : 1</p>	<p>Le 12ème séminaire international du CADTM sur la dette et les droits humains a été organisé le 12 novembre 2013 par le CADTM Belgique à la Maison des parlementaires²⁹. Ce séminaire était marrainé par une sénatrice belge et une euro-députée. Dans la foulée de ce séminaire, la sénatrice belge a interpellé le Ministre des finances sur le moratoire, l'audit et l'annulation de la dette odieuse de la Tunisie. Voir plus haut (1er indicateur).</p>

27 <http://cadtm.org/Lettre-au-Premier-Ministre-Elio-Di>

28 http://www.paufm.org/assembly/Docs/recommendations/Amman2014/Recom_Political_EN.pdf

29 Lire le compte-rendu ici : <http://cadtm.org/L-audit-des-creances-europeennes>

gouvernement et/ou les représentants aux IFI.			
Maintien du nombre de références aux acquis de la résolution du 29 mars 2007 (moratoire, audit, dette odieuse et dette illégitime) dans les questions parlementaires, les résolutions, les lois et les appels signés par des parlementaires belges, rédigés avec l'expertise du CADTM Belgique	2 en 2009	2011 : 2 2012 : 2 2013 : 2	Les notions de dette odieuse/illégitime, d'audit de la dette figurent dans la question parlementaire sur la dette tunisienne et sont utilisées par les parlementaires ayant participé à la conférence de presse au Parlement européen.
Dépenses par résultat			
Résultat 2 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs belges interpellent ensemble directement le gouvernement belge sur la relation entre la dette du tiers monde et ses obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord			
Maintien du nombre de mentions faites à l'annulation de la dette du tiers-monde dans les revendications du	1 en 2009	2011 : 1 2012 : 1 2013 : 1	La revendication d'annulation de toutes les dettes illégitimes du Sud est incluse dans le memorandum du CNCD élaboré en 2013. Il a été élaboré en coordination avec la coupole 11.11.11 et constitue le document de base pour interpellier les candidats aux élections de mai 2014 ³⁰ (élections fédérales, régionales et européennes). Pour élaborer ce plaidoyer, le CADTM Belgique a participé à l'élaboration de tous les plaidoyers politiques du CNCD, en siégeant dans différentes commissions de travail (la Plateforme Afrique centrale) mais aussi

30 http://www.cncd.be/IMG/pdf/2014_memorandum_cncd-11.11.11_elections.pdf
CADTM asbl - Rapport d'activités DGD 2011

mémorandum du CNCD			dans les instances décisionnelles du CNCD (la Commission politique et l'Assemblée générale du CNCD).
Maintien du nombre de tables rondes et de conférences-débats co-organisées par les collaborateurs sur les problématiques mises en avant par le CADTM, avec invitation des représentants du gouvernement belge.	1 en 2007	2011 : 1 2012 : 1 2013 : 1	Un bénévole du CADTM Belgique a participé les 3 et 4 décembre 2013 au séminaire du CNCD sur l'Afrique centrale. L'objectif de cette journée était de faire participer les personnes présentes à l'élaboration du memorandum du CNCD. De ces journées est sorti un mémorandum portant sur l'Afrique centrale. Deux revendications phares du CADTM Belgique sur la lutte contre les contre vautours et l'annulation de la dette figurent dans ce document ³¹ .
Maintien de la mention de la dette odieuse / dette illégitime et de l'audit de la	1 en 2009	2011 : 1 2012 : 1 2013 : 1	L'audit de la dette ainsi que les notions de dette illégitime et odieuse figurent dans le mémorandum du CNCD à deux reprises ³² . Ces 3 notions figurent également dans les lettres envoyées par le CADTM, CNCD et 11.11.11 aux Ministres des Finances et au Premier Ministre (sur la dette tunisienne).

31Extrait du mémorandum du CNCD sur l'Afrique centrale : « *La Belgique doit plaider dans les enceintes européennes et internationales pour la suspension du paiement de la dette congolaise (avec gel des intérêts) le temps qu'un audit de cette dette soit réalisé. Cet audit qui doit associer la société civile congolaise permettra d'identifier et annuler sans condition la part odieuse de cette dette. Une telle annulation permettra de dégager des ressources financières pour les besoins sociaux de la population congolaise. Adopter une loi éradiquant les fonds vautours dont est victime la RDC et plaider dans les enceintes européennes et internationales pour que des mesures soient prises contre ces fonds vautours* »

32 On les trouve dans la partie « Financer le développement »

« Annuler toutes les dettes odieuses et illégitimes des pays en développement et, à cette fin :

- réaliser un audit sur les créances belges envers les pays du Sud ;
- mettre en place un mécanisme international équitable et transparent de résolution des dettes souveraines des Etats ;
- mettre en œuvre des mesures pour entraver l'action des fonds vautours, qui multiplient des procédures judiciaires afin d'obtenir le remboursement intégral de vieilles dettes publiques achetées à vil prix. »

et dans la partie portant spécifiquement sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord : « Accorder à l'Égypte et à la Tunisie un moratoire sur le remboursement de leur dette publique, en attendant la réalisation d'un audit permettant d'en déterminer les parts odieuses ou illégitimes. »

dettes dans le mémorandum du CNCD			
Dépenses par résultat			
Résultat 3 : Le CADTM Belgique et ses collaborateurs belges interpellent ensemble directement les IFI sur la relation entre la dette du tiers-monde et leurs obligations relatives aux droits humains ainsi que sur le lien entre la dette au Sud et au Nord			
Maintien du nombre de séances d'interpellation avec les représentants belges aux IFI en 2011	2 en 2008	2011 : 2 2012 : 2 2013 : 2	En 2013, nous avons effectivement interpellé à deux reprises le représentant de la Belgique à la Banque mondiale (en mai et en octobre 2013). Ces deux séances d'interpellation organisées par le CADTM Belgique et ses collaborateurs (CNCD ; 11.11.11 ; Solidarité Socialiste ; FGTB ; Oxfam solidarité, Justice et Paix) se sont déroulées après les réunions annuelles (de printemps et d'automne) du FMI et de la BM à Washington. Nos questions portaient sur les relations entre la Banque mondiale, la Tunisie et l'Egypte et la Tunisie. Ces questions ont été préparées en concertation avec nos collaborateurs en Belgique et nos partenaires et collaborateurs du réseau Sud. Sur l'Egypte, nous avons sollicité l'expertise de Mahinour El Badrawi (CESCR d'Egypte) que nous avons rencontré lors du FSM de Tunis en février 2013 (cf OS 2) et que nous avons fait intervenir dans plusieurs activités en Belgique dont le Séminaire international du CADTM sur la dette et les droits humains qui s'est déroulé à la Maison des parlementaires (voir le résultat 1).
Maintien du nombre de lettres d'interpellation adressées aux IFI et/ou d'articles de presse portant la signature du CADTM Belgique interpellant	4 en 2009	2011 : 4 2012 : 5 2013 : 4	En 2013, le CADTM Belgique a rédigé 3 textes importants interpellant directement le FMI et un ouvrage sur la BM : <ul style="list-style-type: none"> – 2 communiqués de presse en concertation avec nos partenaires du Sud interpellant directement la BM, le FMI, la BCE, la Commission européenne³³ – 1 article « Banque mondiale/FMI : la faillite du système dette³⁴ » dans le cadre d'une analyse sur les OMD (publié par le PNUD) – 1 ouvrage : « Procès d'un homme exemplaire » qui porte largement sur le fonctionnement du FMI et de la BM.

33 Le CADTM dénonce l'action de la Banque mondiale aux Philippines et appelle à une suspension immédiate du remboursement de la dette du pays

<http://cadtm.org/Le-CADTM-denonce-l-action-de-la>

Grèce, coup de force du gouvernement et de la Troïka

<http://cadtm.org/Grece-coup-de-force-du>

34 <http://cadtm.org/Banque-mondiale-FMI-la-faillite-du>

directement les IFI.			
Le CADTM et ses collaborateurs préparent collectivement l'ordre du jour des séances d'interpellation des représentants aux IFI	2 en 2008	2011 : 2 2012 : 2 2013 : 2	Afin d'augmenter l'efficacité de ces interpellations politiques, le CADTM Belgique et ses collaborateurs ont envoyé à l'avance l'ordre du jour (avec les questions précises) au représentant belge de la BM et se sont répartis les différents sujets d'interpellation. Pour préparer ces 2 séances d'interpellation, le CADTM Belgique et ses collaborateurs communiquent sur une mailing list et organisent des réunions de travail.
Dépenses par résultat			